

SYNTHÈSE

français  
english  
español  
deutsch  
português

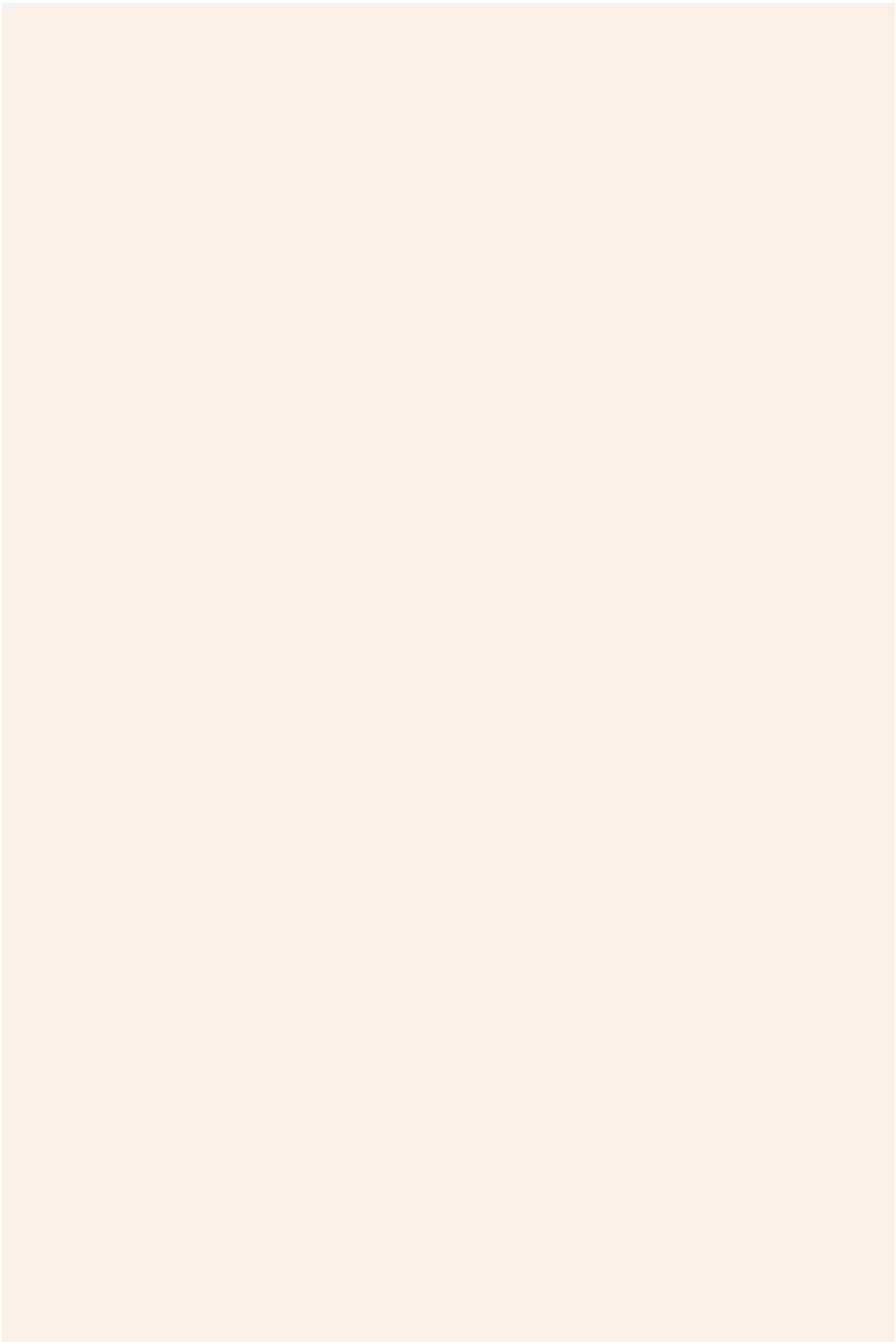
# Droit(s) des générations futures

SONYA DJEMNI-WAGNER

AVEC LA COLLABORATION DE  
VICTORIA VANNEAU

AVRIL 2023

**J** Institut des Études  
et de la Recherche  
sur le Droit et la Justice



**Droit(s)  
des générations  
futures**

AVANT-PROPOS et SYNTHÈSE

05

**The law and rights  
of future  
generations**

FOREWORD and SUMMARY

23

**Los derechos  
de las generaciones  
futuras**

PREFACIO Y RESUMEN

39

**Recht(e)  
zukünftiger  
Generationen**

VORWORT y ZUSAMMENFASSUNG

57

**Direito(s)  
das gerações  
futuras**

PREFÁCIO y RESUMO

75





**Droit(s)  
des générations  
futures**

**SONYA DJEMNI-WAGNER**

AVEC LA COLLABORATION DE  
**VICTORIA VANNEAU**

**AVANT-PROPOS et SYNTHÈSE**



## AVANT-PROPOS

Cette étude, la première de ce type publiée par le nouvel Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ), repose sur le travail d'un groupe de réflexion réuni sous son égide d'avril à octobre 2022. L'IERDJ remercie chaleureusement chacun des membres de ce groupe pour son implication enthousiaste.

Créé en janvier 2022, notre Institut ambitionne de développer sa branche études, en sus du financement de recherches scientifiques. Si les fondamentaux sont les mêmes – pluridisciplinarité, transversalité, prise en considération d'autres systèmes juridiques et de la société civile – la méthodologie diffère.

Sur le mode d'un laboratoire d'idées, nous souhaitons réunir sur un temps relativement court – quelques mois – des groupes constitués d'universitaires, de chercheurs et de praticiens afin de produire une réflexion synthétique sur des thématiques contemporaines. Il s'agit d'aborder différemment des questions déjà débattues, telles le fonctionnement de la justice, sous l'angle, par exemple, des attentes et de la demande de justice ou sous celui des identités professionnelles (études à paraître). Il s'agit aussi de prendre à bras le corps des questions plus originales mais laissant poindre des évolutions sociétales et, dans leur sillage, des évolutions juridiques de premier ordre, comme pour le(s) droit(s) des générations futures. En tout état de cause, l'approche prospective est privilégiée.

Les documents produits ne prétendent pas à l'exhaustivité. Ils résultent des auditions menées par les groupes de réflexion, de leurs lectures partagées, de leurs échanges. Le groupe qui s'est penché sept mois durant sur le(s) droit(s) des générations futures a réfléchi en toute liberté et indépendance, sous la protection de la règle de *Chatham House*<sup>1</sup>.

---

1 « Quand une réunion, ou l'une de ses parties, se déroule sous la règle

Les sources sont citées, bien sûr, et les partis pris exposés.

À partir de cette réflexion sur le(s) droit(s) des générations futures, l'Institut, en la personne de Sonya Djemni-Wagner avec la collaboration de Victoria Vanneau, a rédigé une publication dont il assume l'entière responsabilité. Des membres du groupe de réflexion originale ont par ailleurs proposé des textes qui figurent tous en annexe de l'étude.

Ce document a vocation à circuler et à nourrir le débat au sein des juridictions et des professions du droit et de la justice et au-delà. Il peut donner lieu à l'organisation de débats ou de formations que l'Institut peut soutenir et accompagner. Cette étude n'est donc que la première pierre d'un travail qui se poursuivra tout au long de 2023 et au-delà.

Valérie SAGANT, directrice de l'IERDJ

---

de *Chatham House*, les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants ».



## SYNTHÈSE

**La notion de générations futures est ancienne mais sa consécration dans des textes juridiques est tardive.** Sans jamais vraiment la définir, penseurs et juristes du XVIII<sup>e</sup> siècle s'emparent de la notion pour former leur argumentation autour de la liberté des générations à venir de pouvoir réviser les lois faites par les générations présentes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la notion est cette fois mobilisée pour dénoncer les inégalités entre les générations. Ainsi, en 1832, l'économiste Jean Baptiste Say condamne la dette publique qui grève les revenus des générations futures.

Le développement au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles des parcs nationaux et autres réserves naturelles inscrit la notion dans une dimension environnementale voire écologique qui ne la quittera plus : c'est au nom des générations futures que la Nature est et doit être protégée.

À mesure que le monde prend conscience de la vulnérabilité du genre humain et de son environnement, la notion de générations futures glisse lentement vers celle de droit des générations futures. Au souci de la communauté internationale de préserver le devenir de l'humanité, inscrit dans le préambule de la Charte des Nations unies en 1945 (« Nous, Peuples des Nations unies, [sommes] résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre »), succède vingt ans plus tard le souci de cette même communauté de préserver l'environnement de l'Homme au nom des générations futures.

Cette préoccupation s'exprime en 1972 avec la Conférence internationale de Stockholm qui assigne aux gouvernements « le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures ». Dans les années 1980, le rapport Brundtland, Notre avenir à tous (1987), consacre la notion de « développement durable », défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations

futures de répondre aux leurs <sup>1</sup>». La déclaration issue de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement réunie à Rio de Janeiro en juin 1992 proclame que « Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures. »

Au XXI<sup>e</sup> siècle naissant, les générations futures deviennent une réalité incontournable. Les États commencent à les intégrer dans leurs constitutions.

En 2015, l'Accord de Paris engage les parties signataires à « respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant [...] l'équité entre les générations ».

La notion de générations futures est plastique et son champ d'application évolutif. Le groupe de réflexion a bien eu à l'esprit qu'il était important de ne pas limiter la notion à l'environnement. Son analyse historique montre à quel point son champ a évolué. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, trois types de patrimoines seraient à explorer en sus du patrimoine écologique : la dette publique ; le patrimoine culturel ; le patrimoine génétique.

Néanmoins, on ne peut qu'être frappés par le fait qu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la notion de générations futures nouvellement entendue comme ouvrant des obligations à l'égard de l'humanité à venir, exprime la préoccupation ressentie depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale face aux effets inédits de la puissance technologique développée par l'espèce humaine. Le contexte de la responsabilité a radicalement changé.

Les questions juridiques soulevées par la prise en considération des générations futures reposent sur une

---

1 Notre avenir à tous, Rapport Brundtland, Commission des Nations unies sur l'Environnement et le Développement, 1987.

éthique théorisée dans l'ouvrage fondateur de Hans Jonas, publié en 1979 – Le Principe responsabilité – qui peut ainsi être résumée : « Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre »<sup>2</sup>. Sous les dehors, aujourd'hui, d'une évidence, cette responsabilité à l'égard de générations qui n'existent pas encore et avec lesquelles aucune réciprocité n'est possible, soulève des défis éthiques et politiques majeurs. Pour Jonas, « La question est : comment construire ce "nous" de sorte qu'il puisse prendre ses distances par rapport aux intérêts du présent et qu'il accepte des obligations envers le futur ? »<sup>3</sup>.

Il faut prendre garde cependant à ce que la notion de droit(s) des générations futures ne soit contreproductive en donnant le sentiment que les risques concernent un avenir lointain. Selon Dominique Bourg, les générations présentes vont déjà commencer à vivre le cauchemar d'Hans Jonas. Ce qui est en jeu dès aujourd'hui est la réduction de l'habitabilité de la planète. Ce qu'on pensait être lointain est en cours. La péjoration de l'habitabilité de la planète se manifeste par des événements extrêmes et l'augmentation de leur fréquence, ce qui contribue à fragiliser nos capacités de production alimentaire. « Nous sommes déjà les générations futures ! Et plus encore nos enfants qui vivront encore dans la seconde moitié du siècle »<sup>4</sup>.

Il est donc nécessaire de contextualiser la notion, probablement en l'arrimant à d'autres comme celle de « biens communs » ou de « patrimoine commun de l'humanité ». La notion d'irréversibilité est aussi centrale. Il y aurait en quelque sorte trois intérêts à imbriquer : ceux des humains actuels ; ceux des humains à venir ; ceux des entités naturelles, en premier lieu le climat.

---

2 Hans Jonas, Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique, Paris, Flammarion, Champs essais, 2013 [1979].

3 Ibid.

4 Dominique Bourg, « Les générations futures... c'est vous », Revue Projet, 2015/4 (N° 347), p. 6-14.

## **Mais comment prendre en considération ces générations, qui n'existent pas encore, dans le processus de décision démocratique ?**

Penser le droit des générations futures en démocratie n'a rien d'évident tant la préférence pour le présent de ce type de régime est patente. S'ajoute à cette myopie démocratique, le fait que les droits humains issus de la Révolution française ont été largement organisés autour de libertés, qui procèdent de l'article 4 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ». Comme le souligne Dominique Bourg, il manque toutefois à l'article 4, eu égard à ce que nous connaissons désormais, un adjectif : « qui ne nuit pas immédiatement à autrui »<sup>5</sup>.

Le constat, devenu de plus en plus difficile à nier, d'une humanité installée dans une maison en feu et de la finitude possible du vivant sur Terre du fait de l'action humaine est une expérience que les Modernes n'avaient pas. C'est par ce biais, celui de la préoccupation écologique, qu'à partir de la fin du siècle dernier et du début du XXI<sup>e</sup> siècle, la préoccupation du long terme et les générations futures sont entrées dans l'ordre constitutionnel.

## **La nécessaire préservation de la nature et les notions de générations futures et de long terme sont répandues dans un grand nombre de constitutions de toutes les régions du monde. En France, la Charte de l'environnement a intégré le bloc constitutionnel en 2005.**

Souhaitant aller plus loin et introduire dans les institutions elles-mêmes la préoccupation pour le temps long, des projets, inaboutis en France, ont tenté de créer des pouvoirs nouveaux ou de réformer les pouvoirs existants afin de représenter et de défendre les générations futures. Le Conseil pour le droit

---

<sup>5</sup> Dominique Bourg, « À quoi sert le droit de l'environnement ? Plaidoyer pour les droits de la nature », Les Cahiers de la Justice, 2019/3 (N° 3), p. 407-415.

des générations futures créé en 1993 par le président de la République, auprès duquel il était placé, sous la houlette du commandant Jacques-Yves Cousteau, a fait long feu. Se faisant l'écho des débats sur l'instauration d'une assemblée citoyenne du futur, le président de la République a annoncé devant le parlement réuni en Congrès à Versailles, le 3 juillet 2017, la transformation du Conseil économique, social et environnemental en chambre du futur, sans que ce projet n'aboutisse. Plus récemment, l'institution possible d'une sorte d'ombudsman est apparue dans les débats, proposée par la Convention citoyenne pour le climat puis dans un rapport parlementaire, commandé par le Premier ministre en 2021 <sup>6</sup>.

S'interroger sur la place des générations futures dans l'ordre politique, ce n'est pas seulement se demander quelle est la place institutionnelle qu'elles occupent ou devraient occuper mais comment la notion s'articule avec la conflictualité de la vie sociale présente. Qu'il s'agisse de la dette ou de l'écologie, des voix critiques se sont élevées pour souligner que la préservation des générations futures se fait au détriment des classes les plus défavorisées et que l'effort à accomplir n'est pas équitable. La critique se fait plus acerbe encore du côté de certains penseurs de pays en voie de développement contestant que des règles restrictives doivent s'appliquer à des pays qui consomment et polluent peu à l'échelle de la planète.

**Si les générations futures se fraient difficilement un chemin au sein des institutions démocratiques, elles semblent progresser plus sûrement dans la jurisprudence, au premier chef la jurisprudence constitutionnelle.**

Cela a d'abord été le cas en Amérique latine, qui fait figure de pionnière, notamment avec la jurisprudence Dejusticia, par laquelle la Cour suprême colombienne, le 5 avril 2018,

---

6 Cécile Muschotti, députée de la 2e circonscription du Var, parlementaire en mission auprès de la ministre chargée de la Transition écologique, Création d'un défenseur de l'environnement et des générations futures, 2021.

a décidé à la fois que les générations futures et l'Amazonie colombienne sont sujets de droit. Il est intéressant de pointer l'existence d'autres systèmes que le nôtre et de présenter des modèles « écocentristes »<sup>7</sup> qui permettent notamment de reconnaître des droits aux entités naturelles.

La récente décision de la Cour constitutionnelle fédérale allemande, du 24 mars 2011, a retenu l'attention en Europe, par le recours à la notion de générations futures et l'émergence d'une analyse intertemporelle des droits fondamentaux. Plus récemment, le Conseil constitutionnel français a lui aussi pris appui sur la notion de générations futures dans sa décision n° 2022843 DC du 12 août 2022.

Les droits des générations futures sont portés en justice, dans de nombreux endroits du monde, en particulier dans le contexte des contentieux climatiques. Loin de se concentrer dans les pays anglosaxons, notamment les États-Unis, volontiers perçus comme des territoires favorables aux procès en tous genre, ils concernent toutes les zones géographiques. La France ne fait pas exception. Après avoir suscité l'étonnement et le scepticisme, ils attirent l'attention d'autant plus que les juges accueillent les demandes des plaideurs et y répondent parfois de façon favorable, dans de retentissantes décisions.

Les procès sont utilisés comme une arme par une partie de la société civile, pour pallier l'inaction des États et les activités néfastes d'un point de vue écologique de certaines entreprises. Le tribunal est conçu comme une tribune. Aux procès se superpose la menace du recours au procès. Par ailleurs, et c'est un paradoxe, même perdus, ces procès peuvent être des victoires dans le chemin vers la conscientisation des juges et de la société.

---

7

Voir contribution de Nadia Belaidi en annexe.

**D'un point de vue juridique, on relève que ces contentieux s'appuient sur les accords internationaux conclus par les États, auxquels sont conférés une force contraignante qui n'allait pas de soi, au premier chef l'Accord de Paris. Ces actions sont l'expression d'une crise de légitimité des décideurs publics, qu'ils appartiennent au pouvoir législatif ou exécutif et d'un espoir placé dans les décisions de justice.**

La jeunesse semble la mieux à même de porter ces actions, au sein d'une société civile qui interpelle le juge, lui demandant de trancher des débats à la fois juridiques et hautement politiques. Incarnant l'avenir, elle opère le lien entre générations présentes et futures.

Ce faisant, elle soulève la question de la légitimité du juge à trancher en cette matière, voire à enjoindre à l'État à trancher ce type de contentieux, qui mériterait d'être davantage exploré tout particulièrement en France où tradition jacobine et culture politique française (où la notion d'impartialité est absente) maintiennent le juge et l'évolution de son positionnement dans un angle mort.

Ces forces rassemblées contribuent à un usage innovant du droit, les plaideurs mêlant des notions, des principes, des normes issues de leur droit national – en droit constitutionnel, droit administratif, civil et pénal – mais aussi du droit européen et du droit international. C'est en s'appuyant sur cette combinaison d'influences que les juges se prononcent, parfois en faisant une interprétation extensive des notions qui existent dans leur droit.

**Les actions en justice sont le plus souvent menées en relation avec les droits humains : on semble assister à une « fondamentalisation » du droit des générations futures. Pour l'essentiel, le juge se voit poser trois questions que le groupe de réflexion a exploré :**

- **Les générations futures ont-elles un intérêt à agir ?**
- **Comment appréhender le dommage aux générations futures à l'aune des conditions du préjudice réparable ?**
- **Comment mettre en œuvre la réparation du préjudice aux générations futures ?**

Il a également souligné certains fondements juridiques sur lesquels se sont appuyées les cours pour rendre des décisions relatives au droit des générations futures. Ils présentent la particularité d'être étroitement reliés les uns aux autres. Ils peuvent être source d'une réflexion pour les juridictions et les professionnels concernés.

**La notion d'irréversibilité** tient une place majeure dans les jurisprudences de plusieurs juridictions. La notion de budget carbone, introduite par le GIEC au début des années 2010 et renforcée par l'Accord de Paris, sert de fondement à la notion d'irréversibilité dans les procès climatiques. Évoquer un stock limité d'émissions plutôt qu'une hausse des moyennes mondiales de température permet d'analyser les émissions présentes comme une spoliation des générations futures, et ainsi d'adopter une perspective d'équité.

Dans plusieurs décisions figure une référence au principe de **solidarité intergénérationnelle**, qui permet de répondre à la question de l'intérêt à agir puisqu'il existe dans cette logique un lien entre générations futures et présentes, sans exclure ces dernières. **La théorie de l'équité intergénérationnelle**, développée par Edith Brown Weiss<sup>8</sup>, se fonde sur l'idée que toutes les générations ont une place égale par rapport au système naturel et qu'il n'y a aucune raison de préférer les générations passées, présentes ou futures à cet égard.

---

8 Edith Brown Weiss, « In Fairness To Future Generations and Sustainable Development », *American university International Law Review*, Volume 8, 1992, p. 19-26



La question du droit des générations futures est étroitement liée à celle **des droits de l'humanité**. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, de tels droits ont été proclamés, comme dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La notion de crime contre l'humanité, formulée par les procès de Nuremberg et de Tokyo puis consacrée par la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, va également dans le sens d'une humanité disposant de droits.

À cet égard, le contexte hors du commun de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah, alimente la réflexion juridique relative au droit des générations futures, en opérant un **parallèle entre ceux qui n'existent plus et ceux qui n'existent pas encore**, parallèle qui peut fonder un intérêt à agir. La notion de fiction juridique, familière au droit français, est ici une alternative à la construction d'une protection fondée sur la qualification préalable de sujet de droit.

Il est également possible de combiner fiction juridique et **principe de fraternité**, ici transgénérationnel, reconnu récemment par le Conseil constitutionnel comme un principe à valeur constitutionnelle <sup>9</sup>. Michel Borgetto, évoquant une « grande décision », inédite, estime que le principe « matriciel » de fraternité se déploie dans deux grandes directions : celle du social et de la solidarité, d'une part, et celle du « vivre ensemble », d'autre part <sup>10</sup>. On peut imaginer qu'il se déploie dans une troisième direction : celle de la protection de l'environnement et des générations futures.

Parmi les fondements juridiques les plus fructueux figure celui du **devoir de vigilance** (*duty of care*), utilisé à la fois contre les États et contre les entreprises. De ce point de vue, l'affaire Urgenda est exemplaire. Les juges néerlandais utilisent une

---

9 Décision n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018, M. Cédric H. et autre [Délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger].

10 <https://blog.leclubdesjuristes.com/principe-de-fraternite-comment-traduire-la-decision-du-conseil-constitutionnel/>

notion classique du droit international – elle désigne alors l'obligation d'un État de ne pas porter préjudice à un autre État – pour fonder une obligation d'agir d'un État envers ses citoyens face à un risque majeur.

C'est en recourant à cette notion qu'ils combinent à celle d'équité, étudiée plus haut, et à celle de « communs » (ainsi est qualifiée l'atmosphère), que les juges néerlandais ont pu établir le lien de causalité leur permettant de reconnaître l'existence d'un dommage futur <sup>11</sup>. Il semble que ce soit à l'émergence d'une exigence d'anticipation des entreprises qu'on assiste, fondée sur la nécessité de prévenir les violations des droits de l'Homme nées du non-respect des trajectoires identifiées dans les rapports du GIEC et entérinées par les Accords de Paris.

**Dans la grande conversation mondiale, que provoquent le(s) droit(s) des générations futures, la justice peut penser de nouveaux outils et les articuler.** Ainsi, récemment, Guy Canivet estimait cette réflexion importante pour la Cour de cassation, qui pourrait mettre en place **une politique de juridiction ou politique jurisprudentielle**, dresser un inventaire des grandes décisions de droit civil, identifier les contentieux potentiels qui pourraient être concernés, définir une méthode en collaboration avec les juridictions du fond pour l'application des nouveaux principes par les juges du fond.

Si elle n'est pas aisée à manier et comporte des ambiguïtés, la notion de droit(s) des générations futures garde une force évocatrice intacte, comme en témoigne le discours sur l'état de l'Union prononcé par la présidente Ursula Von der Leyen le 14 septembre 2022 : « Toute action de notre Union devrait être inspirée par un principe simple. Le principe selon lequel nous ne devrions pas mettre en péril l'avenir de nos enfants. Le principe selon lequel nous devrions léguer un monde meilleur à la génération suivante. Et c'est pourquoi,

---

11 Cf. Marta Torre-Schaub, « La justice climatique. À propos du jugement de la Cour de district de La Haye du 24 juin. 2015 », *Revue internationale du droit comparé*, n° 3, 2016, p. 699-722.

Mesdames et Messieurs les députés, je crois qu'il est temps de consacrer la solidarité entre les générations dans nos traités. Il est temps de renouveler la promesse européenne ».

La notion est suffisamment forte pour inspirer des projets à l'échelle européenne et mondiale. Elle mobilise une partie de la société civile qui saisit les juges, là aussi à l'échelle planétaire, sur ce fondement. Elle conduit à faire évoluer le droit en dépassant la question de la personnalité juridique. Elle permet à la fois d'arrimer le futur au présent et le sort des entités naturelles à celui des humains.

La notion n'a pas qu'une valeur philosophique ou politique, elle vaut en droit. Comme le soulignait Laurent Fonbaustier, « être juriste, c'est s'interroger sur la façon de faire muter le droit de façon systémique ».

Dans cette perspective, le droit des générations futures est donc le droit de l'humanité présente et future ancrée dans un vivant qui possède sa propre valeur.



## **Droit(s) des générations futures**

Comment appréhender la notion de « droit(s) des générations futures » ? Depuis la Seconde Guerre mondiale, la conscience de la vulnérabilité du genre humain face aux effets de la puissance technologique a conduit à identifier une responsabilité à l'égard de l'humanité à venir. Appliquée à l'habitabilité de la planète et au vivant en général, au-delà de l'espèce humaine, cette notion ne concerne d'ailleurs pas seulement l'avenir, car « nous sommes déjà les générations futures ! » et nous expérimentons d'ores-et-déjà les conséquences de la dégradation des entités naturelles. Reposant sur les travaux d'un groupe d'experts – chercheur.es, praticiens de la justice et représentants de la société civile – l'étude proposée par l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice rappelle les origines de cette notion et se concentre sur son application dans le domaine environnemental.

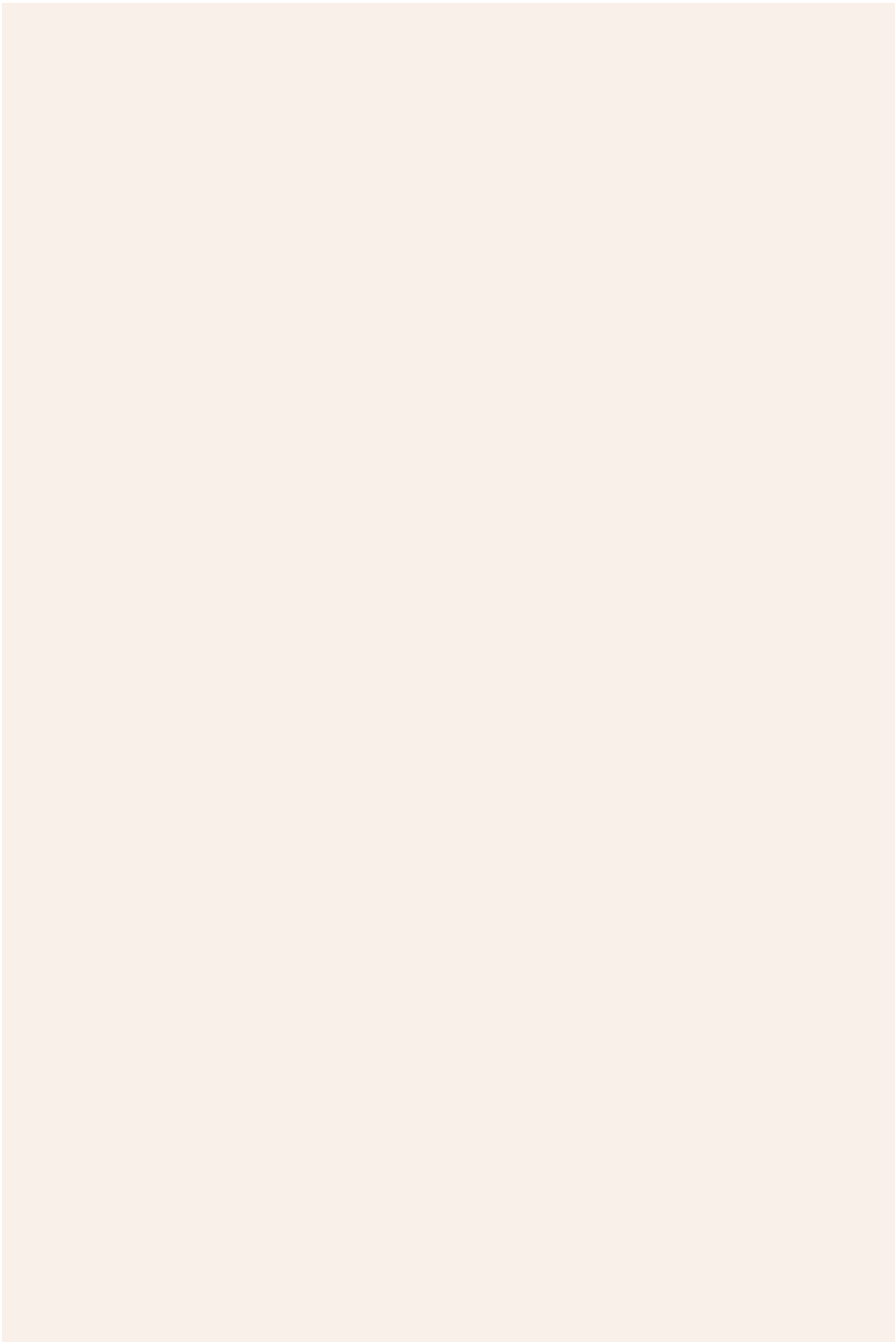
Outre les questions soulevées par la prise en compte des droits des générations futures dans le processus démocratique, l'étude analyse également son appropriation par les juridictions à travers le monde. Depuis la décision de la Cour suprême de Colombie (2018) reconnaissant comme sujets de droit tant les générations futures que le fleuve Amazonie, de nombreuses Cours, y compris en France, se sont emparées de cette notion. Conçue comme un levier d'action par la société civile face à l'inertie des gouvernements, la saisine du juge a produit des décisions retentissantes, reconnaissant aux États comme aux acteurs privés une responsabilité environnementale au nom des générations futures.

De l'intérêt à agir à la réparation du préjudice causé, l'étude révèle un droit des générations futures produit d'un droit de l'humanité présente et future ancrée dans un vivant qui possède sa propre valeur.

**Sonya Djemni-Wagner** est magistrate, inspectrice générale de la justice et déléguée au développement stratégique de l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice.

**Victoria Vanneau** est ingénieure de recherche au CNRS et responsable d'études et de recherches à l'IERDJ.

Ont collaboré à ces travaux : Nadia Belaïdi, Vincent Delbos, Pascale Deumier, Sarah Faure, Laurent Fonbaustier, Stéphane Hoynck, Benjamin Lemoine, Sébastien Mabile, Jean Maïa, Laurent Neyret, Camila Perruso, Judith Rochfeld, Bénédicte Vassallo et Yoan Vilain.





# **The law and rights of future generations**

Report prepared by  
**SONYA DJEMNI-WAGNER**  
With the assistance of  
**VICTORIA VANNEAU**

**FOREWORD y SUMMARY**

Translated by Cadenza Academic Translations





## FOREWORD

This study, the first of its kind published by the new Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ) (Institute for Studies and Research on Law and Justice), is based on the work conducted by one of the IERDJ's working groups between April and October 2022. The IERDJ warmly thanks all the group members for their enthusiastic participation.

Created in January 2022, the IERDJ aims to develop its research branch in addition to funding academic studies. Although its research projects always share the same fundamentals—multidisciplinarity, transversality, consideration of other legal systems and of civil society—their methodologies differ.

Within a relatively short time frame—a few months—we hope to form groups comprising academics, researchers, and practitioners to produce an overarching reflection on contemporary themes, operating as a laboratory for ideas. The idea is to approach previously debated questions from a different perspective. For example, in upcoming studies, we will examine the functioning of the justice system based on professional identities and on expectations of and demands for justice. And we will also tackle newer issues, though in doing so we will highlight societal changes and, in turn, key legal developments—the law and rights of future generations being one of these. In any event, our priority is a forward-looking approach.

The documents produced will not claim to be the last word on a matter. They will be the outcome of consultations, shared readings, and discussions conducted by working groups. The group that spent seven months studying the law and rights of future generations undertook its reflections with complete freedom and independence, working under the protection of the Chatham House Rule. Of course, sources are cited and biases are laid out.

Based on this reflection on the law and rights of future generations, Sonya Djemni-Wagner, assisted by Victoria Vanneau, has written a publication on behalf of the IERDJ, for which it assumes full responsibility. Members of the working group also contributed texts; these all appear in one of the study's appendices.

This document is intended to be circulated and to foster debate within as well as beyond the different jurisdictions and legal professions. It may be a basis for organizing debates or training that the IERDJ could support and assist with. The study is thus the first building block of work that will continue throughout 2023 and beyond.

Valérie SAGANT, Director of the IERDJ

## SUMMARY

### **The concept of future generations is an old one, but its enshrinement in legal texts has been a long time coming.**

Without ever really defining the concept, eighteenth-century thinkers and jurists embraced it to develop their arguments concerning later generations' freedom to review laws made by their predecessors. The concept was then called on in the nineteenth century to denounce inequalities between generations. In 1832, the economist Jean-Baptiste Say condemned the strain that public debt would place on future generations' incomes.

The development of national parks and other nature preserves during the nineteenth and twentieth centuries gave the concept an environmental or even ecological dimension that it has had ever since: it is in the name of future generations that nature is and must be protected.

As the world has become aware of the vulnerability of the human race and its environment, the concept of future generations has slowly given way to that of the law of future generations. The international community stated its desire to preserve the future of humanity in the preamble to the Charter of the United Nations in 1945: "We the peoples of the United Nations [are] determined to save succeeding generations from the scourge of war." Twenty years later, it became concerned with protecting, on behalf of future generations, the environment that humans inhabit.

This concern was expressed in 1972 at the Stockholm Conference, where governments were tasked with "a solemn responsibility to protect and improve the environment for present and future generations." In the 1980s, the Brundtland report, entitled *Our Common Future* (1987), established the concept of "sustainable development," which it defines as "development that meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet

their own needs.”<sup>1</sup> The declaration of the United Nations Conference on Environment and Development, held in Rio de Janeiro in June 1992, proclaims that “*the right to development must be fulfilled so as to equitably meet developmental and environmental needs of present and future generations.*”

In the twenty-first century, the concept of future generations has become inescapable. States are beginning to incorporate them into their constitutions. In 2015, the Paris Agreement committed its signatory parties to “*respect, promote and consider their respective obligations on [ . . . ] intergenerational equity.*”

**The concept of future generations is malleable, and the scope of its application is evolving.** The working group kept in mind that it was important not to limit the concept to the environment. A historical analysis of the concept shows the extent to which its scope has evolved. Here in the early twenty-first century, three forms of heritage should be explored, beyond that of ecological heritage: public debt, cultural heritage, and genetic heritage.

Nevertheless, it is striking that in our current era, the concept of future generations, which has recently come to be understood as extending to obligations towards humans who are yet to be born, expresses the concern felt since the end of the Second World War about the unprecedented consequences of the technological might developed by the human species. The context of responsibility has changed drastically.

The legal questions raised by considering future generations are based on an ethics theorized in Hans Jonas's foundational work *The Imperative of Responsibility*, first published in German in 1979. This ethics can be summarized as follows: “Act so that the effects of your action are compatible with the permanence of genuine human life.”<sup>2</sup> Although this

---

1 World Commission on Environment and Development, *Our Common Future* (New York: United Nations, 1987).

2 Hans Jonas, *The Imperative of Responsibility: In Search of an*

responsibility towards generations who do not yet exist and with whom reciprocity is impossible may appear obvious today, it raises major ethical and political challenges. For Jonas, "the question is: How do we construct this 'we' so that it can distance itself from the interests of the present and accept obligations towards the future?"<sup>3</sup>

**However, care must be taken to not let the concept of the law and rights of future generations become counterproductive by creating the impression that the risks relate to a distant future.**

According to Dominique Bourg, current generations will soon be living in Hans Jonas's nightmare. The issue today is the planet's declining habitability. What we thought lay a long way off is happening now. The breakdown of the planet's habitability is manifesting itself both in extreme events themselves and in their increasing frequency, developments that are weakening our food production capacities. "We are now the future generations! And even more so are our children, who will still be living in the second half of the century."<sup>4</sup>

It is therefore necessary to contextualize the concept, notably by tethering it to other concepts such as "common goods" or "common heritage of humanity." The concept of irreversibility is also central. In a sense, there are three sets of interests that need to be intertwined: those of today's humans, those of tomorrow's humans, and those of natural entities, chief among them the climate.

**But how can these generations that do not yet exist be taken into consideration within the democratic decision-making process?**

---

Ethics for the Technological Age (Chicago: University of Chicago Press, 1984).

3 Ibid.

4 Dominique Bourg, "Les générations futures. . . c'est vous," *Revue Projet*, no. 347 (2015): 6–14. DOI: 10.3917/pro.347.0006.

Given that democracies clearly prioritize the present, that they would think about the law of future generations is anything but inevitable. In addition to this democratic myopia, there is the fact that the human rights resulting from the French Revolution were largely organized around freedoms, which stem from Article 4 of the Declaration of the Rights of Man and of the Citizen of 1789: "Liberty consists in being able to do anything that does not harm others." As Dominique Bourg points out, however, in the light of what we now know, Article 4 lacks an adverb: "anything that does not immediately harm others."<sup>5</sup>

The observation—one that has become increasingly difficult to deny—that humanity is living in a house on fire and that life on Earth may end because of humanity's actions speaks to an experience that the Moderns did not have. It is through this perspective of ecological concern that, from the end of the twentieth century and the beginning of the twenty-first, concern for the long term and for future generations became a constitutional consideration.

**Across all the world's regions, many constitutions refer to the need to preserve nature and to the concepts of future generations and the long term. In France, the Charter for the Environment became part of the body of constitutional law in 2005.**

Wishing to go further and introduce a concern for the long term into institutions themselves, some projects—thus far unsuccessful in France—have tried to create new powers or reform existing ones so that future generations can be represented and defended. The Council for the Rights of Future Generations, which was created in 1993 by the French president (to whom it was answerable) and led by Jacques-Yves Cousteau, did not get off the ground. Echoing debates

---

<sup>5</sup> Dominique Bourg, "À quoi sert le droit de l'environnement? Plaidoyer pour les droits de la nature," *Les Cahiers de la Justice* 3, no. 3 (2019): 407–15. DOI: 10.3917/cdlj.1903.0407 (URL: <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-justice-2019-3-page-407.htm>)

on the establishment of a citizens' assembly of the future, the president announced to the Congress of the French Parliament held in Versailles on July 3, 2017, that the Economic, Social, and Environmental Council would become a chamber of the future, though nothing became of the project. More recently, the potential establishment of a kind of ombudsman has cropped up in debates, having been proposed by the Citizens' Convention for Climate and then in a parliamentary report commissioned by the prime minister in 2021.<sup>6</sup>

Giving thought to the place of future generations in the political order is a matter of asking not only what institutional place they occupy or should occupy, but also how the concept relates to the conflicts within social life today. Whether it is debt or ecology, critical voices have spoken up to stress that the preservation of future generations comes at the expense of the most disadvantaged social groups and that the efforts lying ahead are not fairly distributed. Certain thinkers from developing countries have made even harsher criticisms, disputing that restrictive rules should apply to countries whose consumption and pollution outputs are relatively small when put into a worldwide context.

**Future generations may be struggling to make inroads into democratic institutions, but they seem to be making better progress when it comes to case law, especially that relating to constitutional law.**

This trend first emerged in Latin America, which has become a pioneer in this area, in particular owing to the Dejusticia cases, as part of which the Colombian Supreme Court ruled on April 5, 2018, that both future generations and the Colombian Amazon have legal personhood. It is worth noting the existence of systems other than our own and to present "ecocentric" models <sup>7</sup> that specifically make it possible to recognize the rights of natural entities.

---

6 Cécile Muschotti, *Création d'un défenseur de l'environnement et des générations futures* (2021).

7 Ibid.

A ruling made by the German Federal Constitutional Court on March 24, 2011, has attracted attention in Europe owing to its use of the concept of future generations and an intertemporal analysis of fundamental rights. More recently, the French Constitutional Council also drew on the concept of future generations in its ruling no. 2022-843 DC of August 12, 2022.

The rights of future generations are being heard in courts in many places around the world, particularly in the context of climate-related disputes. Far from taking place predominantly in English-speaking countries, in particular the United States, whose jurisdictions are widely regarded to be open to lawsuits of all kinds, they have been heard in places across the map. France is no exception. After initially provoking astonishment and scepticism, they draw all the more attention when judges agree to hear litigants' claims—and sometimes make momentous rulings accepting them.

Lawsuits are a weapon that a part of civil society deploys to make up for states' inaction and to counteract the ecologically harmful activities that some companies engage in. A court is meant to be a forum. On top of a trial itself is the threat of filing a lawsuit. Moreover, and paradoxically, even when such cases are lost, the trials may be considered victories along the way to raising judges' and society's awareness.

**From a legal point of view, these disputes are based on international agreements that states have entered into—primarily the Paris Agreement—and that have been given a binding force that had not been self-evident. Such proceedings convey not only a crisis of legitimacy on the part of policy makers from the legislative and executive branches alike, but also the hope being placed in court rulings.**

Young people seem to be in the best position to bring these proceedings, and they are doing so within a civil society that is calling on judges to settle debates that are both legal and highly political. Embodying the future, young people serve



as the link between current and future generations. In doing so, they are raising the question of whether judges can legitimately make rulings in this area, or even order the state to settle such disputes. This question deserves to be explored further, particularly in France, where Jacobin tradition and French political culture (from which the concept of impartiality is absent) keep judges and the evolution of their position in a blind spot.

These combined forces are contributing to an innovative use of the law, with litigants combining concepts, principles, and standards from their national law—constitutional law, administrative law, civil law, and criminal law—as well as those from European law and international law. It is by relying on this combination of influences that judges make their decisions, sometimes broadly interpreting the concepts that exist in their law to do so.

**Legal proceedings are most often conducted based on human rights: we seem to be witnessing a “fundamentalization” of the law of future generations. Essentially, judges are being asked three questions that the working group explored:**

- **Do future generations have standing?**
- **How should harm to future generations be understood in view of the conditions for reparable injury?**
- **How can compensation for injury to future generations be made?**

The group also pointed out particular legal bases that courts are using to issue rulings relating to the law of future generations. One feature of these bases is that they are closely linked to one another. They may be a source of reflection for the courts and for legal professionals.

**The concept of irreversibility** has a major role in various jurisdictions' case law. The concept of a carbon budget, introduced by the IPCC in the early 2010s and strengthened by the Paris Agreement, is the basis for the concept of

irreversibility in climate-related proceedings. Speaking of a limited stock of emissions rather than of an increase in global average temperatures makes it possible to analyse present emissions as despoiling future generations, and therefore to adopt a perspective based on equity.

Several decisions refer to the principle of **intergenerational solidarity**, which makes it possible to answer the question of standing, since this logic includes a link between future and present generations, and no exclusion of the latter. The theory of **intergenerational equity**, developed by Edith Brown Weiss,<sup>8</sup> is based on the idea that all generations have an equal stake in nature and that there is accordingly no reason to give preference to past, present, or future generations.

The question of the law of future generations is closely linked to that of the rights of humanity. These rights were proclaimed in the wake of the Second World War, for example in the Universal Declaration of Human Rights. The concept of crimes against humanity, formulated by the Nuremberg and Tokyo trials and then enshrined in the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide of 1948, is also in line with humanity's enjoyment of rights.

In this regard, the extraordinary context of the Second World War and the Holocaust stimulated legal thought on the law of future generations, with a **parallel being drawn between those who no longer exist and those who do not yet exist**. That parallel may provide a basis for standing. The concept of legal fiction, familiar in French law, is here an alternative to constructing protection based on the prerequisite status of legal personhood.

It is also possible to combine legal fiction with **the principle of fraternity**, in this case of a transgenerational kind. It was recently recognized by the French Constitutional Council

---

8 Edith Brown Weiss, "In Fairness to Future Generations and Sustainable Development," *American University International Law Review* 8, no. 1, article 2 (1992).

as a principle with constitutional value.<sup>9</sup> Michel Borgetto, describing this as an unprecedented and “major” ruling, believes that fraternity as a “matrix” principle is extending across two main areas: solidarity and the social domain on the one hand, and “living together” on the other.<sup>10</sup> It could conceivably extend to a third: protecting the environment and future generations.

Among the most successful legal foundations is the **duty of care**, which is invoked against both states and companies. The Urgenda case is a key example in this regard. The Dutch judges used a classic concept of international law—the obligation of a state not to harm another state—to establish a state’s obligation to act to protect its citizens in the face of a major risk. It was by drawing on this concept, which they combined with the concept of equity discussed above, as well as with the concept of a “commons” (which is what the atmosphere was deemed to be), that the Dutch judges were able to establish the causal link that allowed them to recognize the existence of future harm.<sup>11</sup> It appears we are witnessing the emergence of a duty of anticipation on the part of companies, based on the need to prevent human rights violations arising from non-compliance with the trajectories set out in IPCC reports and endorsed by the Paris Agreement.

**In the great global conversation that the law and rights of future generations have triggered, the law is capable of conceiving of and bringing to bear new tools.** Recently, for example, Guy Canivet argued it was important for the French Court of Cassation to engage in reflection of this kind: it could

---

9 Decision no. 2018-717/718 QPC of July 6, 2018, Mr. Cédric H. and another [Offence of facilitating the unauthorized entry, transit, or residence of a foreign person].

10 Michel Borgetto, “Principe de fraternité: Comment traduire la décision du Conseil constitutionnel?,” *Le club des juristes*, July 10, 2018, <https://blog.leclubdesjuristes.com/principe-de-fraternite-comment-traduire-la-decision-du-conseil-constitutionnel/>

11 See Marta Torre-Schaub, “La justice climatique. À propos du jugement de Cour de district de La Haye du 24 juin 2015,” *op. cit.* p. 12 et seq.

**set up a jurisdiction policy or case-law policy**, draw up an inventory of the major civil law decisions, identify potentially relevant disputes, and define a method, in collaboration with first-instance courts, for trial judges to apply new principles.

Although unwieldy and ambiguous, the concept of the law and rights of future generations retains an evocative force, as the State of the Union address delivered by the president of the European Commission, Ursula von der Leyen, on September 14, 2022, shows: *"Every action that our Union takes should be inspired by a simple principle. That we should do no harm to our children's future. That we should leave the world a better place for the next generation. And therefore, Honourable Members, I believe that it is time to enshrine solidarity between generations in our Treaties. It is time to renew the European promise."*

The concept is robust enough to inspire projects on a European and global scale. It is mobilizing a part of civil society that is submitting cases based on it to courts, again on a global scale. It is leading to changes in the law by going beyond the question of legal personhood. And it is making it possible to tether the future to the present, and the fate of natural entities to that of humans.

The concept does not only have a philosophical or political value: it also has a legal significance. As Laurent Fonbaustier emphasizes, *"being a jurist means asking yourself how to reshape the law on a systemic level."*

From this perspective, the law of future generations is therefore the law of a current and future humanity that is anchored in a natural world with a value of its own.

## The law and rights of future generations

*How should we understand the “law and rights of future generations” as a concept? Since the Second World War, the awareness of the human race’s vulnerability to the effects of its own technological might has resulted in the identification of a responsibility towards future generations. Applied to the planet’s habitability and to living things in general rather than to humans alone, this concept does not only concern the future, because “we are now the future generations!” We are already experiencing the consequences of the degradation of natural entities.*

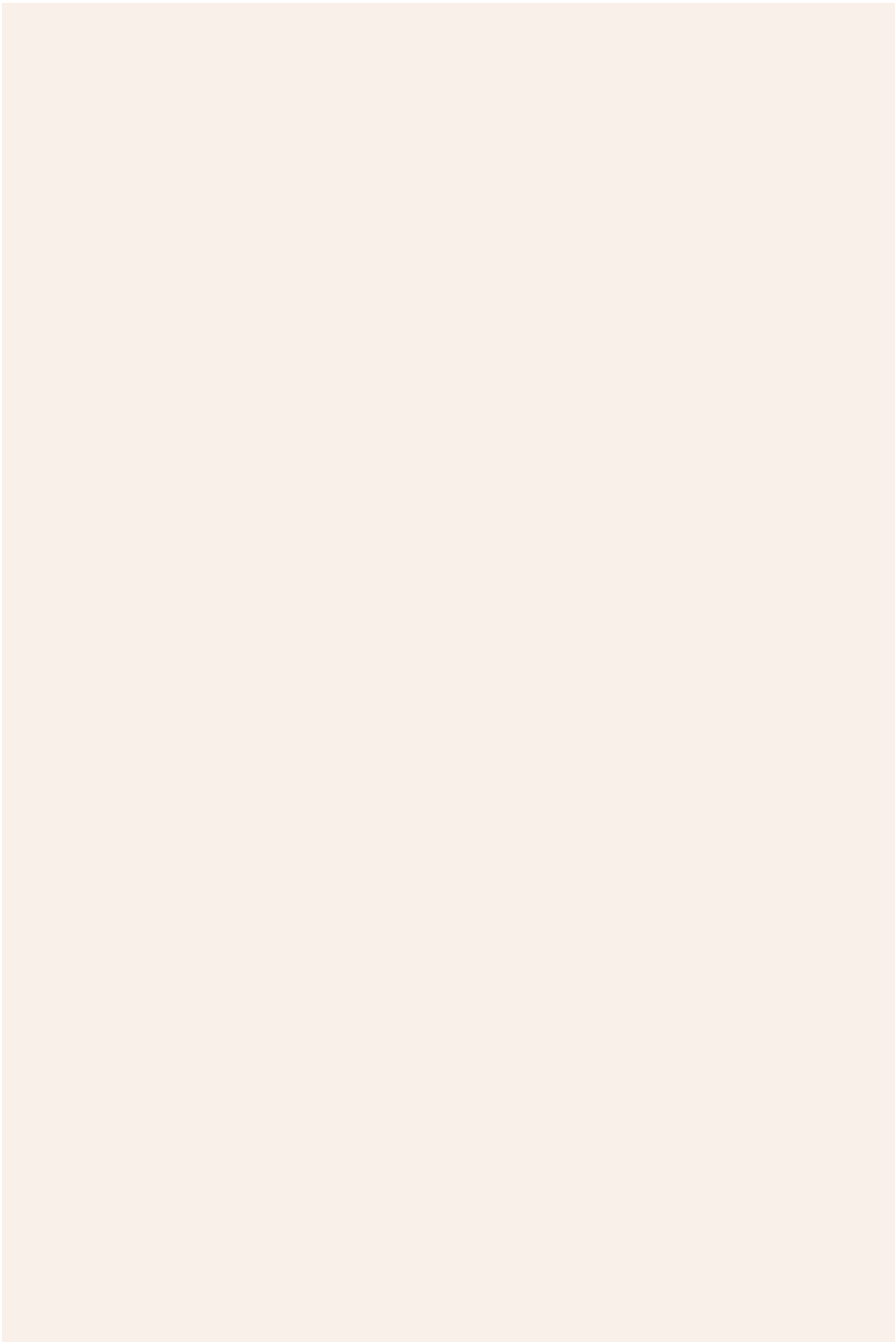
*Based on the work of a group of experts comprising researchers, legal practitioners, and representatives of civil society, this study produced on behalf of the IERDJ traces the origins of this concept and focuses on its application in the environmental sphere. In addition to examining the questions raised by the consideration of the rights of future generations in the democratic process, the study also analyses how the concept has been assimilated by jurisdictions around the world. Since the Supreme Court of Colombia’s 2018 decision recognizing the legal personhood of both future generations and the Amazon River, many courts, including in France, have taken up this concept. Turning to the courts has come to be seen as a lever that civil society can grasp in the face of governments’ inaction, and it has resulted in some momentous decisions in which both states and private actors have been recognized as having an environmental responsibility towards future generations.*

*In considering issues ranging from legal standing to reparation for harm caused, the study reveals that the law of future generations arises from the law of a current and future humanity that is anchored in a living world with a value of its own.*

**Sonya Djemni-Wagner** is a magistrate, general inspector of justice, and delegate for strategic development at the IERDJ.

**Victoria Vanneau** is a research associate at the CNRS and research manager at the IERDJ.

*The following individuals contributed to this study: Nadia Belaidi, Vincent Delbos, Pascale Deumier, Sarah Faure, Laurent Fonbaustier, Stéphane Hoyneck, Benjamin Lemoine, Sébastien Mabile, Jean Maïa, Laurent Neyret, Camila Perruso, Judith Rochfeld, Bénédicte Vassallo, and Yoan Vilain.*



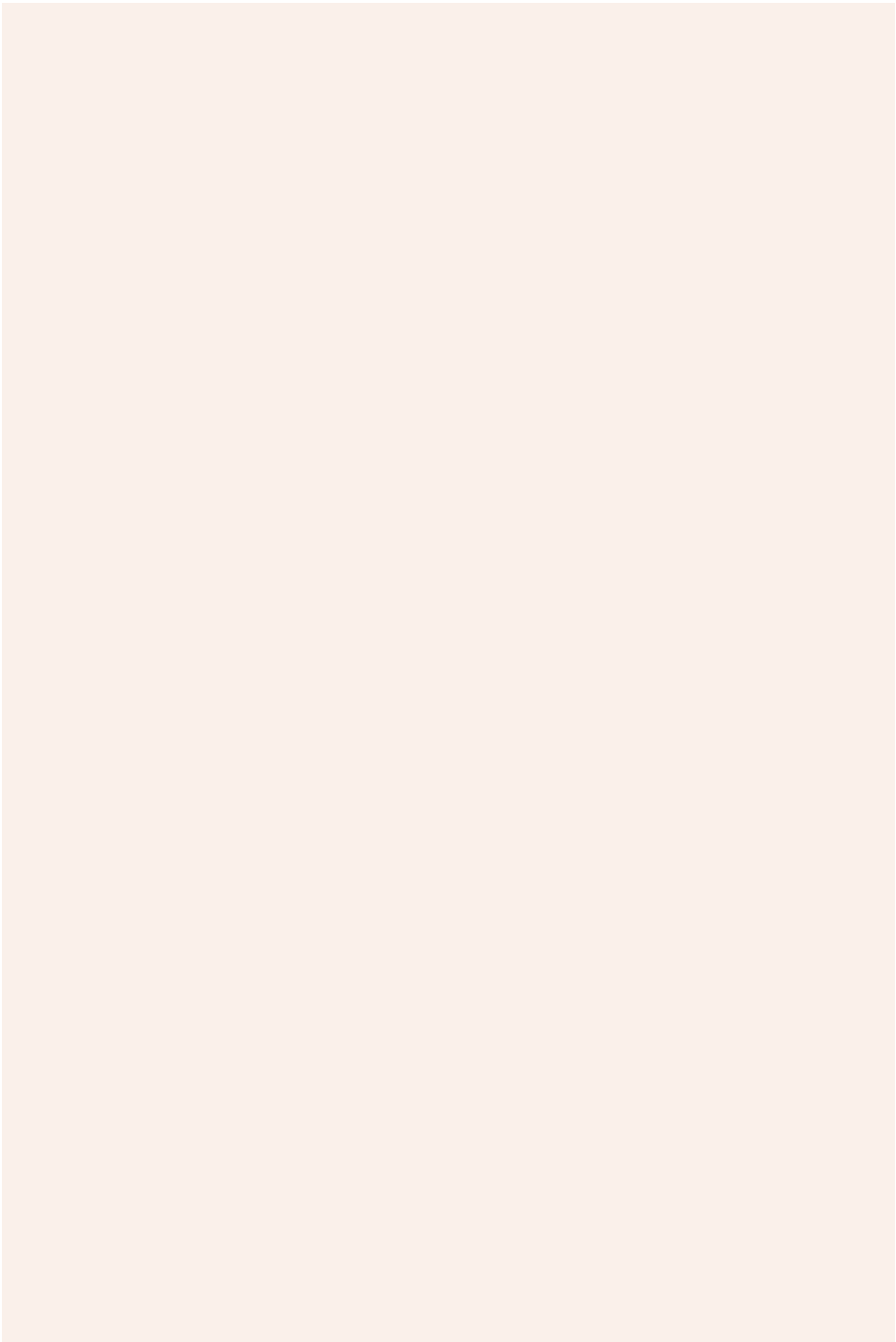


# **Los derechos de las generaciones futuras**

Informe preparado por  
**SONYA DJEMNI-WAGNER**  
Con la colaboración de  
**VICTORIA VANNEAU**

**PREFACIO y RESUMEN**

Traducido por Cadenza Academic Translations





## PREFACIO

Este informe, el primero de estas características publicado por el nuevo Instituto de estudios e investigación sobre derecho y justicia (IERDJ – Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice), se basa en el trabajo de un grupo de reflexión reunido por este instituto entre abril y octubre de 2022. El IERDJ agradece profundamente a cada uno de los miembros de este grupo por su entusiasta participación. Creado en enero de 2022, nuestro instituto pretende desarrollar su propia línea de estudios, además de financiar la investigación científica. Si bien en ambos casos los fundamentos coinciden —pluridisciplinariedad, transversalidad y consideración de otros sistemas jurídicos y de la sociedad civil—, la metodología de ambos propósitos difiere.

A modo de laboratorio de ideas, deseamos reunir en un margen de tiempo relativamente corto —varios meses— grupos de universitarios, investigadores y profesionales para que lleven a cabo una reflexión sintética sobre temas de actualidad. El objetivo sería abordar, con un nuevo enfoque, cuestiones ya debatidas; analizar, por ejemplo, el funcionamiento de la justicia, desde el punto de vista de las expectativas de la demanda de justicia o desde el punto de vista de las identidades profesionales (nuevos informes en proceso de publicación). También se trata de plantear cuestiones más originales, pero que dejan entrever una evolución de la sociedad y, en su estela, evoluciones jurídicas de primer orden, como ocurre con el caso de los derechos de las generaciones futuras. Y se da prioridad, en cualquier caso, al enfoque prospectivo.

Los documentos resultantes no pretenden ser exhaustivos. Son fruto de los encuentros llevados a cabo por los grupos de reflexión, de las lecturas compartidas y de sus intercambios. De este modo, el grupo que abordó, a lo largo de siete meses, los derechos de las generaciones futuras, ha reflexionado con total libertad e independencia, siguiendo la

regla de *Chatham House*<sup>1</sup>. Se citan, por supuesto, las fuentes y se da cuenta de los posicionamientos.

A partir de esta reflexión sobre los derechos de las generaciones futuras, el instituto, representado por Sonya Djemni-Wagner y con la colaboración de Victoria Vanneau, ha elaborado una publicación de la cual asume toda la responsabilidad. En el anexo figuran, asimismo, algunos textos propuestos por los miembros del grupo de reflexión.

El objetivo de esta publicación es alimentar y extender el debate en el ámbito jurisdiccional y en el profesional judicial y jurídico y más allá de este contexto. Como consecuencia de ello es posible que surjan debates o cursos de formación a los que el instituto pueda dar su apoyo y acompañamiento. Este estudio es, por tanto, solo la primera fase de un trabajo que se desarrollará a lo largo de 2023 y más allá.

Valérie SAGANT, directora del IERDJ

---

<sup>1</sup> « Cuando una reunión, o una parte de una reunión, se convoca bajo la Regla de Chatham House, los participantes tienen el derecho de utilizar la información que reciben, pero no se puede revelar ni la identidad ni la afiliación del orador, ni de ningún otro participante».

## RESUMEN

### **A pesar de que la noción de generaciones futuras no es nueva, su consolidación en los textos jurídicos es tardía.**

Sin llegar a definirla, los pensadores y jurisconsultos del siglo XVIII recurrieron a esta noción para fundamentar la libertad de las generaciones futuras a la hora de revisar las leyes elaboradas por las generaciones presentes. Durante el siglo XIX, esta noción se empleó para denunciar las desigualdades intergeneracionales. Así, en 1832, el economista Jean-Baptiste Say condena la deuda pública por gravar los ingresos de las generaciones futuras.

A lo largo de los siglos XIX y XX, el desarrollo de parques nacionales y otras reservas naturales inscribe esta noción en una dimensión ambiental e incluso ecológica que ya nunca abandonaría: la naturaleza debe protegerse en nombre de las generaciones futuras.

A medida que el mundo toma conciencia de la vulnerabilidad de la especie humana y su entorno, la noción de generaciones futuras se desliza progresivamente hacia la del derecho de las generaciones futuras. Tras la preocupación de la comunidad internacional por preservar el futuro de la humanidad, que quedó recogida en el preámbulo de la Carta de las Naciones Unidas en 1945 («Nosotros, los pueblos de las Naciones Unidas, resueltos a preservar a las generaciones venideras del flagelo de la guerra»), vino, veinte años más tarde, la preocupación de esa misma comunidad por preservar el medio ambiente humano para las generaciones futuras.

En la Conferencia Internacional de Estocolmo de 1972 se expresó esta preocupación, y se les asignó a los gobiernos «la solemne obligación de proteger y mejorar el medio ambiente para las generaciones presentes y futuras». En los años ochenta, el informe Brundtland, «Nuestro futuro en común» (1987), consolidó la noción de «desarrollo sostenible», que definió como «un desarrollo que satisface las necesidades del presente sin comprometer la capacidad de las generaciones

futuras para satisfacer las suyas». <sup>1</sup> La declaración resultante de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo, que tuvo lugar en Río de Janeiro en junio de 1992, proclamó que «*el derecho al desarrollo debe realizarse de manera que satisfaga equitativamente las necesidades en materia de desarrollo y medio ambiente de las generaciones actuales y futuras*».

Con la llegada del siglo XXI, las generaciones futuras se convierten en una realidad imprescindible y los estados empiezan a integrarlas en sus constituciones. En 2015, los signatarios del Acuerdo de París se comprometieron a «respetar, promover y tener en cuenta sus respectivas obligaciones relativas a [...] la equidad intergeneracional».

**La noción de generaciones futuras es adaptable y su campo de aplicación, cambiante. El grupo de trabajo tuvo muy presente que era importante no limitar la noción al medio ambiente.** Su análisis histórico muestra cuánto ha evolucionado su campo. Hoy, a comienzos del siglo XXI, además del patrimonio ecológico, es preciso tener en cuenta tres tipos de patrimonio: la deuda pública, el patrimonio cultural y el patrimonio genético.

Sin embargo, llama desde luego la atención que, a principios del siglo XXI, la noción de generaciones futuras, entendida de nuevo como una manera de abrir las obligaciones hacia la humanidad futura, exprese la preocupación experimentada desde el final de la Segunda Guerra Mundial ante los efectos sin precedentes del poder tecnológico desarrollado por la especie humana. El contexto de la responsabilidad ha cambiado drásticamente.

Las cuestiones jurídicas suscitadas como consecuencia

---

1 Informe Brundtland, «Nuestro futuro en común» (Comisión Mundial sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo de la ONU, 1987).

de considerar a las generaciones futuras encuentran su fundamento en una ética teorizada en la obra pionera de Hans Jonas *El principio de responsabilidad*, publicada originalmente en alemán en 1979 y que puede resumirse del siguiente modo: «Obra de tal modo que los efectos de tu acción sean compatibles con la permanencia de una vida humana auténtica en la Tierra». <sup>2</sup> Aunque hoy pueda parecer obvio, esta responsabilidad hacia generaciones que aún no existen y con las que no es posible la reciprocidad plantea importantes retos éticos y políticos. Para Jonas «la pregunta es: ¿cómo construimos ese "nosotros" de manera que pueda distanciarse de los intereses del presente y acepte obligaciones hacia el futuro?». <sup>3</sup>

**Debemos velar, sin embargo, para que la noción de derecho o derechos de las generaciones futuras no resulte contraproducente al dar la impresión de que los riesgos hacen referencia a un futuro lejano.**

Según Dominique Bourg, las generaciones presentes empezarán a vivir pronto la pesadilla de Hans Jonas. La reducción de la habitabilidad del planeta está en juego ya en la actualidad. Lo que parecía algo lejano ya se está produciendo. El deterioro de la habitabilidad del planeta se manifiesta por acontecimientos extremos y por su frecuencia cada vez mayor, lo que contribuye a reducir nuestras capacidades de producción de alimentos. «¡Ya somos las generaciones futuras! Especialmente nuestros hijos, que vivirán en la segunda mitad del siglo». <sup>4</sup>

Hay que contextualizar, por lo tanto, esta noción vinculándola probablemente a otras como la de «bienes comunes» o «patrimonio común de la humanidad», y la noción de

---

2 Hans Jonas, *El principio de responsabilidad*. Ensayo de una ética para la civilización tecnológica (Barcelona: Herder, 2004 [1979]).

3 *Ibid.*

4 Dominique Bourg, «Les générations futures... c'est vous», *Revue Projet* 4, n.º 347 (2015): 6-14, doi:10.3917/pro.347.0006.

irreversibilidad es también central. Habría que entrelazar de alguna manera tres intereses: los intereses de los seres humanos actuales, los intereses de los seres humanos del futuro y los de las entidades naturales, ante todo el clima.

**Pero ¿cómo tomar en consideración a estas generaciones, que aún no existen, en el proceso de decisión democrática?**

La integración del derecho de las generaciones futuras en el sistema democrático no se puede dar por sentado, debido a la clara preferencia de este tipo de régimen por el presente. A esta miopía democrática se añade el hecho de que los derechos humanos resultantes de la Revolución Francesa se han articulado fundamentalmente en torno a las libertades, que proceden del artículo 4 de la Declaración de los Derechos del Hombre y del Ciudadano de 1789: «La libertad consiste en poder hacer todo lo que no perjudique a los demás». Sin embargo, como señala Dominique Bourg, si tenemos en cuenta nuestro conocimiento actual, al artículo 4 le falta un adverbio: «que no perjudique inmediatamente a los demás».<sup>5</sup>

Constatar, de manera cada vez más innegable, que la humanidad vive en una casa en llamas y que la vida en la Tierra puede ser finita como consecuencia de la acción humana es una experiencia que los modernos no tuvieron. Esta preocupación ecológica es la que introduce, a partir del siglo pasado y principios del siglo XXI, la preocupación por el largo plazo y por las generaciones futuras en el orden constitucional.

**La necesaria preservación de la naturaleza, la noción de generaciones futuras y la visión a largo plazo se recogen en un gran número de constituciones de todas las regiones del mundo. En Francia, la Carta del Medio Ambiente pasó a formar parte del corpus de derecho constitucional en 2005.**

---

5 Dominique Bourg, «À quoi sert le droit de l'environnement? Plaidoyer pour les droits de la nature», Les Cahiers de la Justice 3, n.º 3 (2019): 407-415, doi: 10.3917/cdlj.1903.0407.

Con la aspiración a ir más allá e introducir en las propias instituciones la visión a largo plazo, algunos proyectos — inconclusos aún en el caso de Francia— han intentado crear nuevos poderes o reformar los existentes para representar y defender a las generaciones futuras. El Consejo de los Derechos de las Generaciones Futuras, creado en 1993 por el presidente de la República, bajo la dirección del comandante Jacques-Yves Cousteau, quedó finalmente en nada. Haciéndose eco de los debates sobre la instauración de una asamblea ciudadana del futuro, el presidente de la República anunció, ante el Parlamento francés reunido en Congreso en Versalles, el 3 de julio de 2017, que el Consejo Económico, Social y Ambiental se transformaría en una cámara del futuro, sin que llegara a concretarse tal proyecto. Más recientemente, la eventual institución de una especie de ombudsman viene surgiendo en los debates, a propuesta de la Convención Ciudadana por el Clima y, más tarde, en 2021, a través de un informe parlamentario coordinado por el primer ministro.<sup>6</sup>

Plantearse el lugar que ocupan las generaciones futuras en el orden político no consiste meramente en reflexionar acerca del lugar institucional que estas ocupan o deberían ocupar, sino en reflexionar sobre cómo se articula esa noción con la conflictividad de la vida social presente. Ya se trate de la deuda o de la ecología, se han alzado voces críticas para señalar que la preservación de las generaciones futuras se hace a costa de las clases más desfavorecidas y que el esfuerzo que hay que realizar no es equitativo. Algunos intelectuales de países en desarrollo son aún más críticos y llegan a cuestionar la aplicación de normas restrictivas a países que consumen y contaminan poco a escala mundial. **Aunque a las generaciones futuras les cuesta abrirse camino en las instituciones democráticas, parecen progresar con mayor facilidad en el ámbito de la jurisprudencia,**

---

6 El Ministerio de Transición Ecológica encargó en 2021 a Cécile Muschotti, diputada de la segunda circunscripción del Var la misión de crear la figura de un defensor del medio ambiente y de las generaciones futuras.

### **especialmente en la jurisprudencia constitucional.**

Es ejemplo de ello el caso de América Latina, que en esta cuestión es pionera, concretamente con el caso «Dejusticia» en el que la Corte Suprema de Justicia colombiana, el 5 de abril de 2018, decidió que tanto las generaciones futuras como la Amazonia colombiana son sujetos de derecho. Es interesante señalar la existencia de otros sistemas diferentes del nuestro y presentar modelos «ecocentristas»<sup>7</sup> que permiten reconocer derechos a las entidades naturales.

La reciente decisión del Tribunal Constitucional Federal alemán, del 24 de marzo de 2011, captó la atención europea al recurrir a la noción de generaciones futuras y proponer un análisis intertemporal de los derechos fundamentales. Más recientemente, el Consejo Constitucional de Francia también ha recurrido a la noción de generaciones futuras en su sentencia núm. 2022-843 DC de 12 de agosto de 2022.

Los derechos de las generaciones futuras son causa de litigio en muchas partes del mundo, especialmente en procesos judiciales relacionados con la cuestión climática. Estos procesos judiciales, lejos de estar concentrados en los países anglosajones —especialmente en Estados Unidos—, generalmente percibidos como territorios con tendencia a la litigiosidad de todo tipo, están teniendo lugar en todas las áreas geográficas. Francia no constituye una excepción. Tras el asombro y escepticismo iniciales se ha despertado el interés, sobre todo porque los tribunales acceden a las peticiones de los litigantes y a veces responden a ellas de manera favorable y con sentencias contundentes.

Tales procesos son utilizados como arma por una parte de la sociedad civil, para paliar la inacción de los estados y las nefastas actividades, desde un punto de vista ecológico, de ciertas empresas. Se concibe así al tribunal como a una tribuna. Al propio proceso se yuxtapone la amenaza del recurso al proceso. Además, aunque resulte paradójico, incluso cuando tales procesos resultan frustrados el proceso en sí puede significar una victoria en la labor de concienciación

---

7

Según la expresión empleada en el informe de Muschotti.



de los tribunales y de la sociedad.

**Desde un punto de vista jurídico, debe señalarse que tales litigios se basan en acuerdos internacionales celebrados por los estados a los que se confiere una fuerza vinculante que no resultaba evidente, principalmente el Acuerdo de París. Tales acciones expresan una crisis de legitimidad de los responsables de las políticas públicas, con independencia de que pertenezcan al poder legislativo o ejecutivo, pero también una esperanza en las sentencias judiciales.**

Los jóvenes parecen ser los más indicados para emprender tales acciones, como parte de una sociedad civil que interpela al juez, pidiéndole que se posicione en debates que son a la vez legales y altamente políticos. Al encarnar el futuro, los jóvenes representan el vínculo entre las generaciones presentes y futuras.

Al actuar de este modo, abren la cuestión sobre la legitimidad del juez para pronunciarse sobre estos asuntos o incluso su legitimidad para forzar al Estado a resolver este tipo de litigios; una cuestión que amerita ser explorada más a fondo, en particular en Francia, donde la tradición jacobina y la cultura política (en la que la noción de imparcialidad está ausente) mantienen al juez y la evolución de su posicionamiento en un punto ciego.

Estas fuerzas combinadas contribuyen a un uso innovador del derecho, en el que los litigantes mezclan conceptos, principios y normas de su ordenamiento jurídico nacional —en materia constitucional, administrativa, civil y penal— con el derecho europeo e internacional. Sobre esta combinación de influencias los jueces se pronuncian, a veces realizando una interpretación extensiva de las nociones que existen en su ordenamiento jurídico.

**Las acciones legales se emprenden con mayor frecuencia en relación con los derechos humanos: parece que asistimos a una «fundamentalización» del derecho de**

**las generaciones futuras.**

**En lo esencial, se le plantean al juez tres preguntas que han sido analizadas por el grupo de trabajo:**

- **¿Las generaciones futuras tienen legitimación activa?**

- **¿Cómo puede estimarse el perjuicio a las generaciones futuras a la luz de las condiciones del perjuicio reparable?**

- **¿Cómo puede repararse el perjuicio causado a las generaciones futuras?**

El grupo también señaló algunos de los fundamentos jurídicos en los que se han basado los tribunales para tomar decisiones sobre el derecho de las generaciones futuras, y que presentan la particularidad de estar estrechamente vinculados unos a otros. Estos pueden constituir una fuente de reflexión para las jurisdicciones y los profesionales en cuestión.

**La noción de irreversibilidad** ocupa un papel destacado en las jurisprudencias de diferentes jurisdicciones. La noción de presupuesto de carbono, introducida por el Grupo Intergubernamental de Expertos sobre el Cambio Climático (IPCC) a principios de la década de 2010 y reforzada por el Acuerdo de París, sirve de base para la noción de irreversibilidad de los procesos climáticos. Hacer referencia a un lote limitado de emisiones en lugar de hacer referencia al aumento en las medias mundiales de temperatura global permite analizar las emisiones actuales como un expolio a las generaciones futuras y, por tanto, adoptar así una perspectiva de equidad.

Varias sentencias hacen referencia al principio de **solidaridad intergeneracional**, que permite responder a la cuestión de la legitimación activa de las generaciones futuras, ya que en esta lógica existe un vínculo entre las generaciones futuras y presentes que no excluye a estas últimas. **La teoría de la equidad intergeneracional**, desarrollada por Edith Brown Weiss, <sup>8</sup>se basa en la idea de que todas las generaciones

---

8 Edith Brown Weiss, «In Fairness To Future Generations and

ocupan un lugar igual en el sistema natural y que no hay razón para dar preferencia a las generaciones pasadas, presentes o futuras a este respecto.

La cuestión del derecho de las generaciones futuras está estrechamente relacionada con la de **los derechos de la humanidad**. Estos derechos se proclamaron al terminar la Segunda Guerra Mundial, como fue el caso de la Declaración Universal de los Derechos Humanos. La noción de crímenes contra la humanidad, formulada en los juicios de Núremberg y Tokio y consolidada posteriormente en la Convención para la Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio de 1948, también apunta en la dirección de una humanidad con derechos.

En este sentido, el contexto excepcional de la Segunda Guerra Mundial y la Shoah estimula el debate jurídico sobre los derechos de las generaciones futuras, al establecer un **paralelismo entre los que ya no existen y los que aún no existen**, paralelismo que puede servir para fundamentar la legitimación. La noción de **ficción jurídica**, habitual en el derecho francés, es aquí una alternativa a la construcción de una protección basada en la calificación previa del sujeto de derecho.

También es posible combinar la ficción legal con el **principio de fraternidad**, en este caso transgeneracional, recientemente reconocido por el Consejo Constitucional como un principio con valor constitucional<sup>9</sup>. Michel Borgetto, evocando una «gran sentencia» inédita, considera que el principio «matriz» de la fraternidad se despliega en dos grandes direcciones: la de lo social y solidario, por una parte, y la del «vivir juntos», por otra<sup>10</sup>. Cabe imaginar que

---

Sustainable Development», American University International Law Review 8, n.º 1 (1992): 19-26.

9 Sentencia n.º 2018-717/718 QPC de 6 julio de 2018, M. Cédric H. et al. [Delito de ayuda a la entrada, circulación o residencia irregulares de un extranjero].

10 Michel Borgetto, "Principe de fraternité: Comment traduire la

se despliega también en una tercera dirección: la de la protección del medio ambiente y las generaciones futuras.

Entre los fundamentos jurídicos más fecundos figura el **deber de diligencia** (*duty of care*), utilizado a la vez contra los estados y contra las empresas. Desde este punto de vista, el caso *Urgenda* es ejemplar. Los jueces neerlandeses utilizan un concepto clásico del derecho internacional —la obligación de un Estado de no perjudicar a otro Estado— para establecer la obligación que tiene un Estado de actuar con respecto a sus ciudadanos ante un riesgo importante. Apelando a esta noción, que combinan con la de equidad, estudiada anteriormente, y la de «bien común» (término atribuido a la atmósfera), los jueces neerlandeses logran establecer el nexo causal que les permite reconocer la existencia de un perjuicio futuro.<sup>11</sup> Asistimos a la aparición de una exigencia de anticipación por parte de las empresas subvencionadas, basada en la necesidad de prevenir las violaciones de los derechos humanos derivadas del incumplimiento de las trayectorias identificadas en los informes del IPCC y refrendadas por el Acuerdo de París.

**En el debate global suscitado por los derechos de las generaciones futuras, la justicia puede concebir nuevas herramientas y articularlas.** Así, recientemente, Guy Canivet consideró que esta reflexión era importante para el Tribunal de Casación francés, quien podría establecer una política jurisprudencial o de jurisprudencia, elaborar un inventario de las principales sentencias de derecho civil, identificar los casos que podrían verse afectados por ellas y definir un método en colaboración con los tribunales de primera y segunda instancia para la aplicación de los nuevos principios por parte los jueces correspondientes.

---

décision du Conseil constitutionnel?," Le club des juristes, 10 de julio de 2018, <https://blog.leclubdesjuristes.com/principe-de-fraternite-comment-traduire-la-decision-du-conseil-constitutionnel/>

11 Marta Torre-Schaub, «La justice climatique. À propos du jugement de la Cour de district de La Haye du 24 juin 2015», *Revue internationale de droit comparé* 68, n.º 3 (2016): 699-722.

Aunque difícil de manejar y a pesar de tener ciertas ambigüedades, la noción de derechos de las generaciones futuras sigue siendo inspiradora, como puso de manifiesto el discurso sobre el estado de la Unión pronunciado por la presidenta Ursula von der Leyen el 14 de septiembre de 2022: «Toda acción emprendida por nuestra Unión debe inspirarse en un principio sencillo: no debemos poner en peligro el futuro de nuestros hijos; debemos legar a la generación siguiente un mundo mejor. Por eso creo, señores diputados, que ha llegado la hora de integrar la solidaridad intergeneracional a nuestros tratados. Ha llegado el momento de renovar la promesa europea».

La noción tiene suficiente fuerza para inspirar proyectos a nivel europeo y global. Moviliza, a nivel mundial, a una parte de la sociedad civil que la toma como fundamento y lleva los casos hasta los tribunales, también a nivel mundial. Impulsa el desarrollo del derecho desbordando la cuestión de la personería jurídica. Permite enlazar el futuro con el presente y el destino de las entidades naturales con el de los seres humanos.

Esta noción no sólo tiene valor filosófico o político, sino también jurídico. Como señala Laurent Fonbaustier, «ser jurista consiste en pensar cómo transformar el derecho de manera sistémica».

Desde esta perspectiva, el derecho de las generaciones futuras es, por tanto, el derecho de la humanidad presente y futura anclada en lo viviente, que tiene valor propio.



## **Derecho(s) de las generaciones futuras**

¿Cómo entender la noción de «derecho(s) de las generaciones futuras»? Desde la Segunda Guerra Mundial, la conciencia de la vulnerabilidad de la humanidad ante los efectos del poder tecnológico ha llevado a identificar una responsabilidad en relación con la humanidad futura. Si se aplica a la habitabilidad del planeta y a lo viviente en general, más allá de la especie humana, esta noción no solo remite al futuro, puesto que «iya somos las generaciones futuras!» y ya estamos experimentando las consecuencias de la degradación de los entes naturales.

A partir del trabajo de un grupo de expertos (investigadores e investigadoras, juristas y representantes de la sociedad civil), el informe propuesto por el Instituto de estudios e investigación sobre derecho y justicia repasa los orígenes de este concepto y se centra en su aplicación en el ámbito medioambiental. Además de las cuestiones que plantea la inclusión de los derechos de las generaciones futuras en el proceso democrático, el estudio analiza también su apropiación por parte de jurisdicciones de todo el mundo. Desde la decisión de la Corte Suprema de Justicia de Colombia (2018), que reconoce tanto a las generaciones futuras como al río Amazonas como sujetos de derecho, son muchos los tribunales (también en Francia) que han recurrido a esta noción. Entendido como una palanca para la acción por parte de la sociedad civil ante la inercia de los gobiernos, el recurso a los tribunales ha generado decisiones de gran repercusión, otorgando tanto a los estados como a los actores privados una responsabilidad ambiental en nombre de las generaciones futuras.

Desde la legitimación hasta la reparación por los perjuicios ocasionados, este estudio da cuenta de un derecho de las generaciones futuras que resulta del derecho de la humanidad presente y futura que tiene sus raíces en lo viviente, cuyo valor radica en sí mismo.

**Sonya Djemni-Wagner** es magistrada, inspectora general de justicia y delegada de desarrollo estratégico del IERDJ.

**Victoria Vanneau** es técnica de investigación del CNRS y responsable de estudios e investigación del IERDJ.

*En esta investigación han colaborado: Nadia Belaidi, Vincent Delbos, Pascale Deumier, Sarah Faure, Laurent Fonbaustier, Stéphane Hoyneck, Benjamin Lemoine, Sébastien Mabile, Jean Maïa, Laurent Neyret, Camila Perruso, Judith Rochfeld, Bénédicte Vassallo y Yoan Vilain.*





# **Recht(e) zukünftiger Generationen**

DE

**SONYA DJEMNI-WAGNER**  
Unter der mitarbeit von  
**VICTORIA VANNEAU**

**VORWORT y ZUSAMMENFASSUNG**

Translated by Cadenza Academic Translations



## VORWORT

Diese Studie ist die erste ihrer Art, die als Publikation des neuen Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ) [Institut für das Studium und die Erforschung von Recht und Gerechtigkeit] auf der Arbeit einer Studiengruppe basiert, welche unter der Institutsleitung vom April bis zum Oktober 2022 zusammenkam<sup>1</sup>. Das IERDJ möchte jedem einzelnen Mitglied dieser Gruppe für sein begeistertes Engagement danken.

Unser im Januar 2022 gegründetes Institut beabsichtigt, neben der Finanzierung wissenschaftlicher Studien einen eigenen Studienbereich zu entwickeln. Dabei sind die Grundlagen — Multidisziplinarität, Transversalität, Berücksichtigung anderer Rechtssysteme sowie der Zivilgesellschaft — zwar identisch, die Methodik ist jedoch verschieden.

Im Rahmen eines Ideenlabors möchten wir für relativ kurze Zeit — ein paar Monate — Gruppen aus Akademikern, Wissenschaftlern und Praktikern zusammenbringen, die synthetische Überlegungen zu zeitgenössischen Themenbereichen anstellen.

Es geht darum, bereits diskutierte Fragen, darunter solche zur Funktion der Justiz, anders zu erörtern, beispielsweise unter dem Gesichtspunkt der an die Justiz gestellten Erwartungen und Anforderungen oder dem der Berufsideentitäten (demnächst erscheinende Studien).

Es geht auch darum, den Bereich ursprünglicherer Fragen in Angriff zu nehmen, welche gesellschaftliche und damit zusammenhängend auch rechtliche Entwicklungen höchster Priorität erkennen lassen, beispielsweise zum Recht / den Rechten der zukünftigen Generationen. Jedenfalls wird dieser zukunftsorientierte Ansatz bevorzugt.

Die vorgelegten Dokumente erheben keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Sie entstanden aus Anhörungen, die die Stu-

diengruppen durchführten, aus ihrer gemeinsamen Lektüre, ihrem Austausch. Die Gruppe, die sich sieben Monate lang mit dem Recht / den Rechten zukünftiger Generationen befasste, dachte darüber vollkommen frei und unabhängig nach, geschützt von der *Chatham-House-Regel*<sup>1</sup>. Selbstverständlich werden Quellen zitiert und Parteilichkeiten offengelegt.

Ausgehend von diesen Überlegungen zum Recht / zu den Rechten zukünftiger Generationen hat das Institut in Gestalt von Sonya Djemni-Wagner unter der Mitarbeit von Victoria Vanneau eine Publikation verfasst, für die es die volle Verantwortung übernimmt. Mitglieder der ursprünglichen Studiengruppe haben überdies Texte vorgelegt, die im Studienanhang erscheinen.

Dieses Dokument soll sich verbreiten und in den Gerichtsbarkeiten, unter den im Rechts- und Justizwesen Tätigen sowie auch außerhalb dieser Gruppen zu Diskussionen anregen.

Es kann Anlass zur Organisation von Diskussionen oder Schulungen sein, die das Institut unterstützen und begleiten kann. Diese Studie ist also nur der erste Baustein einer Arbeit, die sich das ganze Jahr 2023 und darüber hinaus fortsetzen wird.

Valérie SAGANT, Direktorin des IERDJ

---

1 „Findet ein Treffen ganz oder teilweise unter der *Chatham-House-Regel* statt, steht es den Teilnehmern frei, dort erlangte Informationen zu verwenden, wobei jedoch weder die Identität noch die Zugehörigkeit des/der Sprecher(s) oder der anderen Teilnehmer enthüllt werden darf.“

### **Der Begriff zukünftiger Generationen ist alt, seine Anerkennung in juristischen Texten erfolgt jedoch verspätet.**

Ohne ihn jemals wirklich zu definieren, bemächtigen sich Denker und Rechtsgelehrte des 18. Jahrhunderts seiner und konstruieren ihre Argumentation zur Freiheit der zukünftigen Generationen so, dass sie es erlaubt, die von der gegenwärtigen Generation gemachten Gesetze zu ändern. Im 19. Jahrhundert wird der Begriff herangezogen, um Ungleichheiten zwischen den Generationen anzuprangern. So verurteilt der Ökonom JeanBaptiste Say 1832 die Staatsverschuldung, die die Einkünfte zukünftiger Generationen belastet.

Die Entwicklung von Nationalparks und anderen Naturschutzgebieten im Laufe des 19. und 20. Jahrhunderts verleiht dem Begriff eine umweltbezogene, sogar ökologische Dimension, die er nicht mehr verliert: Im Namen zukünftiger Generationen wird die Natur geschützt und muss geschützt werden.

In dem Maße, in dem sich die Welt der Verletzlichkeit der Menschheit und ihrer Umwelt bewusst wird, gleitet der Begriff zukünftiger Generationen langsam hin zu dem des Rechts zukünftiger Generationen. Der Sorge der internationalen Gemeinschaft um die Wahrung der Zukunft der Menschheit, die in der Präambel zur Charta der Vereinten Nationen 1945 festgehalten wurde („Wir, die Völker der Vereinten Nationen, [sind] fest entschlossen, künftige Geschlechter vor der Geißel des Krieges zu bewahren“), folgt zwanzig Jahre später die Sorge derselben Gemeinschaft, die Umwelt des Menschen im Namen zukünftiger Generationen zu bewahren.

Diese Besorgnis kommt 1972 auf der Weltumweltkonferenz von Stockholm zum Ausdruck, die den Regierungen „die feierliche Pflicht [zuweist], die Umwelt für die gegenwärtigen und zukünftigen Generationen zu schützen und zu verbessern.“ In den 1980er Jahren besiegelt der Brundtland-Bericht „Unsere gemeinsame Zukunft“ (1987) den Begriff „nachhaltige Entwicklung“, definiert als „eine Entwicklung, die die gegenwärtigen Bedürfnisse erfüllt, ohne die Fähigkeit

zukünftiger Generationen zur Erfüllung ihrer eigenen Bedürfnisse zu beeinträchtigen“<sup>1</sup>. Die von der Konferenz der Vereinten Nationen über Umwelt und Entwicklung in Rio de Janeiro im Juni 1992 abgegebene Erklärung verkündet, dass „das Recht auf Entwicklung so umgesetzt werden muss, dass den Entwicklungs- und Umweltbedürfnissen gegenwärtiger und zukünftiger Generationen in gerechter Weise entsprochen wird.“

Im beginnenden 21. Jahrhundert werden die zukünftigen Generationen zur unumkehrbaren Realität. Die Staaten beginnen, sie in ihre Verfassungen aufzunehmen.

Das Pariser Abkommen von 2015 verpflichtet die unterzeichnenden Parteien, „ihre entsprechenden Verpflichtungen bezüglich [...] der Gerechtigkeit zwischen den Generationen zu respektieren, zu fördern und zu berücksichtigen.“

Der Begriff der zukünftigen Generationen ist formbar und sein Anwendungsbereich entwicklungsfähig. Der Studiengruppe war es dabei bewusst, dass es wichtig ist, diesen Begriff nicht auf die Umwelt zu beschränken. Ihre historische Analyse zeigt, wie sehr sich sein Geltungsbereich weiterentwickelt hat. Zu Beginn dieses 21. Jahrhunderts sollten zusätzlich zum ökologischen Erbe noch drei weitere Arten des Erbes untersucht werden: die Staatsverschuldung, das Kulturerbe sowie das genetische Erbgut.

Trotzdem muss einen die Tatsache überraschen, dass der Begriff der zukünftigen Generationen, der zu Beginn dieses 21. Jahrhunderts als ein Auslöser für Verpflichtungen bezüglich der künftigen Menschheit neu verstanden wird, die seit Ende des Zweiten Weltkriegs hinsichtlich der beispiellosen Wirkungen der von der Menschheit entwickelten technologischen Macht empfundene Besorgnis ausdrückt. Der Kontext der Verantwortung hat sich radikal geändert.

Die durch die Berücksichtigung der zukünftigen Generationen

---

<sup>1</sup> Unsere gemeinsame Zukunft, Brundtland-Bericht, Weltkommission für Umwelt und Entwicklung der Vereinten Nationen, 1987.

aufgeworfenen juristischen Fragen beruhen auf einer in dem 1979 veröffentlichten wegweisenden Werk von Hans Jonas – Das Prinzip Verantwortung – theoretisierten Ethik, die sich folgendermaßen zusammenfassen lässt: „Handle so, dass die Wirkungen deiner Handlung verträglich sind mit der Permanenz echten menschlichen Lebens auf Erden“<sup>2</sup>. Hinter dem Anschein einer Gewissheit schafft diese Verantwortung für Generationen, die noch nicht existieren und bezüglich derer keine Gegenseitigkeit möglich ist, heutzutage große ethische und politische Herausforderungen. Für Jonas „lautet die Frage: Wie entwirft man dieses ‚wir‘ so, dass es zugleich von den Interessen der Gegenwart Abstand nimmt, aber auch seine Verpflichtungen gegenüber der Zukunft akzeptiert?“<sup>3</sup>

Es ist jedoch darauf zu achten, dass der Begriff des Rechts oder der Rechte der zukünftigen Generationen nicht kontraproduktiv wirkt, indem er das Gefühl vermittelt, die Risiken betreffen eine weit entfernte Zukunft.

Nach Dominique Bourg beginnen die zukünftigen Generationen bereits, den Alptraum von Hans Jonas zu erleben. Was ab jetzt auf dem Spiel steht, ist die Einschränkung der Bewohnbarkeit des Planeten. Was als noch weit entfernt angesehen wurde, ist bereits im Gange. Die Verschlechterung der Bewohnbarkeit des Planeten zeigt sich anhand von Extremereignissen und deren zunehmender Häufigkeit, wodurch unsere Kapazitäten zur Nahrungsmittelproduktion geschwächt werden. „Wir sind bereits die zukünftigen Generationen! Und noch mehr sind dies unsere Kinder, die auch noch die zweite Hälfte dieses Jahrhunderts miterleben werden“<sup>4</sup>.

Der Begriff muss somit in einen Bezug gesetzt werden, wahr-

---

2 Hans Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique* [Das Prinzip Verantwortung. Eine Ethik für die technologische Zivilisation], Paris, Flammarion, Champs essais, 2013 [1979].

3 *Ibid.*

4 Dominique Bourg, „Les générations futures... c'est vous“ [„Die zukünftigen Generationen ... das seid Ihr“], *Revue Projet*, 2015/4 (Nr. 347), S. 6-14.

scheinlich dadurch, dass man ihn mit anderen verbindet wie dem der „Gemeingüter“ oder des „gemeinsamen Erbes der Menschheit“. Auch der Begriff der Unumkehrbarkeit ist dabei zentral. Drei Interessenbereiche müssen irgendwie miteinander verknüpft werden: der der gegenwärtigen Menschen, der der zukünftigen Menschen und der der natürlichen Einheiten, vorrangig das Klima.

### **Aber wie berücksichtigt man diese Generationen, die noch nicht existieren, im Prozess der demokratischen Entscheidungsfindung?**

Das Recht der zukünftigen Generationen zu denken, ist in einer Demokratie keine Selbstverständlichkeit, da in dieser Staatsform offenkundig die Gegenwart bevorzugt wird. Zu dieser demokratischen Kurzsichtigkeit kommt noch die Tatsache hinzu, dass die aus der Französischen Revolution hervorgegangenen Menschenrechte größtenteils auf Freiheiten ausgerichtet sind, die auf Artikel 4 der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte von 1789 zurückzuführen sind: „Die Freiheit besteht darin, alles tun zu dürfen, was anderen nicht schadet.“ Dominique Bourg weist darauf hin, dass Artikel 4 jedoch angesichts dessen, was uns nunmehr bekannt ist, ein Adverb fehlt: „was anderen nicht unmittelbar schadet“<sup>5</sup>.

Die immer schwieriger zu leugnende Tatsache, dass die Menschheit in einem bereits brennenden Haus wohnt und dass das Leben auf Erden möglicherweise aufgrund menschlichen Handelns zu einem Ende kommt, ist eine Erfahrung, die die Modernen nicht kannten. Insbesondere aufgrund des Umweltbewusstseins haben ab dem Ende des vergangenen und dem Beginn des 21. Jahrhunderts Langfristigkeit und die Sorge für zukünftige Generationen Einzug in die verfassungsmäßige Ordnung gehalten.

### **Der nötige Erhalt der Natur und die Begriffe zukünftige**

---

5 Dominique Bourg, „À quoi sert le droit de l'environnement ? Plaidoyer pour les droits de la nature“ („Wozu dient das Umweltrecht? Plädoyer für die Rechte der Natur“), Les Cahiers de la Justice, 2019/3 (Nr. 3), S. 407-415.



**Generationen sowie Langfristigkeit haben sich in vielen Verfassungen überall in der Welt verbreitet. In Frankreich wurde die Umweltcharta 2005 in den Verfassungsblock aufgenommen.**

In Frankreich unvollendete Projekte, die weitergehen und eine langfristige Sorge in die Institutionen selbst einführen wollten, versuchten, neue Gewalten zu erschaffen oder die bestehenden Gewalten zu reformieren, als Vertretung und zur Verteidigung der zukünftigen Generationen. Der 1993 vom Präsidenten der Republik gegründete und ihm sehr nahestehende Rat für die Rechte der zukünftigen Generationen, geleitet von Jacques-Yves Cousteau, konnte sich nicht durchsetzen. Am 3. Juli 2017 reagierte der Präsident der Republik auf die Debatten zur Gründung einer Versammlung der zukünftigen Bürger und kündigte vor dem im Kongress in Versailles versammelten Parlament die Umwandlung des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates in eine Kammer der Zukunft an; ein Projekt, das jedoch nicht realisiert wurde. Zuletzt wurde die mögliche Einführung einer Art Ombudsman diskutiert, ursprünglich vom Bürgerlichen Konvent für das Klima und anschließend vorgeschlagen in einem vom Premierminister bestellten Parlamentsbericht 2021<sup>6</sup>.

Sich zu fragen, welchen Stellenwert die zukünftigen Generationen in der politischen Ordnung haben, bedeutet nicht nur, sich zu fragen, welchen institutionellen Platz sie einnehmen oder einnehmen sollten, sondern auch, wie dieser Begriff mit der Konfliktualität des gegenwärtigen sozialen Lebens verknüpft ist. Egal, ob es sich um Schulden oder die Ökologie handelt, kritische Stimmen haben sich erhoben, um zu betonen, dass der Schutz der zukünftigen Generationen auf Kosten der am stärksten benachteiligten Schichten geschieht und dass die zu bewältigenden Anstrengungen nicht gerecht sind. Noch härtere Kritik kommt von manchen Denkern aus Entwicklungsländern, die bestreiten, dass restriktive Regeln für Länder zu gelten haben, deren Verbrauch und

---

6 Cécile Muschotti, Abgeordnete des 2. Wahlkreises von Var, beauftragtes Parlamentsmitglied bei der Ministerin für ökologischen Wandel, *Création d'un défenseur de l'environnement et des générations futures* [Erschaffung eines Schützers der Umwelt sowie der zukünftigen Generationen], 2021.

Verschmutzung auf globaler Ebene gering ist.

**Während sich die zukünftigen Generationen im Bereich der demokratischen Institutionen nur schwer ihren Weg bahnen können, scheinen sie in der Rechtsprechung sicherer voranzukommen, in erster Linie in der Verfassungsrechtsprechung.**

Dies geschah zuerst in Lateinamerika, einer Pionierregion, insbesondere mit dem Präzedenzfall von Dejusticia, in dem der Verfassungsgerichtshof Kolumbiens am 5. April 2018 zugleich entschied, dass die zukünftigen Generationen und das kolumbianische Amazonasgebiet Rechtssubjekte sind. Der Verweis auf andere Systeme als unseres ist interessant, ebenso wie die Vorstellung von „ökozentrischen“<sup>7</sup> Modellen, die es insbesondere gestatten, die Rechte natürlicher Einheiten anzuerkennen.

Die jüngste Entscheidung des bundesdeutschen Verfassungsgerichts vom 24. März 2011 erfuhr in Europa besondere Aufmerksamkeit, da sie sich auf den Begriff der zukünftigen Generationen und die Entstehung einer intertemporalen Analyse der Grundrechte berief. Noch aktueller stützte sich auch der französische Verfassungsrat in seiner Entscheidung Nr. 2022843 DC vom 12. August 2022 auf den Begriff der zukünftigen Generationen.

Die Rechte der zukünftigen Generationen werden an vielen Orten weltweit vor Gericht gebracht, insbesondere im Zusammenhang mit klimabezogenen Streitsachen. Sie konzentrieren sich bei weitem nicht nur in den angelsächsischen Ländern, vor allem den USA, die gern als für Prozesse aller Art günstige Gebiete gelten, sondern betreffen alle geographischen Zonen. Frankreich bildet hierbei keine Ausnahme. Nachdem sie zunächst für Erstaunen und Skepsis gesorgt haben, finden sie immer größere Beachtung, umso mehr die Richter die Klagen der Prozessführer annehmen und darauf manchmal wohlgesinnt reagieren, in Aufsehen erregenden Entscheidungen.

---

7

Siehe den Beitrag von Nadia Belaidi im Anhang

Die Prozesse werden von einem Teil der Zivilgesellschaft wie eine Waffe benutzt, als Abhilfe gegen die Untätigkeit des Staates und die aus ökologischer Sicht belastenden Aktivitäten mancher Unternehmen. Das Gericht ist als Tribüne gedacht. Stets droht den Verfahren die Berufungsklage. Und paradoxerweise können diese Verfahren sogar bei einem Verlust als Siege auf dem Weg zur Bewusstseinsbildung der Richter und der Gesellschaft gelten.

**Aus juristischer Sicht stellt man fest, dass sich diese Rechtsstreite auf von den Staaten unterzeichnete internationale Vereinbarungen stützen, denen eine nicht selbstverständliche rechtsbindende Kraft zugesprochen wird, vor allem auf das Pariser Abkommen. Diese Klagen sind Ausdruck einer Legitimitätskrise der öffentlichen Entscheidungsträger, egal ob der Legislative oder der Exekutive angehörig, und einer in Gerichtsentscheidungen gelegten Hoffnung.**

In einer Zivilgesellschaft scheint die Jugend am besten geeignet zu sein, zu solchen Aktionen zu greifen und das Gericht anzurufen, von ihm zu verlangen, die zugleich juristischen und in hohem Maße politischen Debatten zu entscheiden. Als Verkörperung der Zukunft ist sie das Bindeglied zwischen der gegenwärtigen und den zukünftigen Generationen.

Durch ihr Handeln wirft sie die Frage nach der Legitimität des Gerichts auf, in dieser Angelegenheit zu entscheiden, ja sogar dem Staat vorzuschreiben, Streitfälle dieser Art zu entscheiden, die eine nähere Untersuchung durchaus verdient, gerade in Frankreich, wo die jakobinische Tradition und die politische Kultur (die den Begriff der Unvoreingenommenheit nicht kennt) das Gericht und die Entwicklung seiner Positionierung in einem toten Winkel verschwinden lassen.

Diese vereinten Kräfte tragen zu einem innovativen Rechtsgebrauch bei, die Kläger vermischen aus ihrem nationalen Recht hervorgegangene Begriffe, Prinzipien, Normen mit Verfassungsrecht, Verwaltungs-, Zivil- und Strafrecht, greifen aber auch auf europäisches und internationales Recht zurück.

Die Gerichte stützen sich bei ihrer Urteilsverkündung auf diese Kombination von Einflüssen, wobei sie zuweilen in ihrem Recht existierende Begriffe sehr weiträumig interpretieren.

**Die Klagen werden meist im Zusammenhang mit den Menschenrechten geführt: Scheinbar wohnt man einer „Fundamentalisierung“ des Rechts zukünftiger Generationen bei.**

**Dem Gericht werden im Wesentlichen drei Fragen gestellt, die die Studiengruppe untersucht hat:**

- **Haben die zukünftigen Generationen ein berechtigtes Interesse?**
- **Wie erfasst man den zukünftigen Generationen zugefügten Schaden in Anbetracht der Bedingungen des ersatzfähigen Schadens?**
- **Wie realisiert man den Ersatz des zukünftigen Generationen entstehenden Schadens?**

Sie hat auch bestimmte Rechtsfundamente betont, auf die sich die Gerichte gestützt haben, um Entscheidungen bezüglich des Rechts zukünftiger Generationen auszusprechen. Diese weisen die Besonderheit auf, eng miteinander verknüpft zu sein. Für die Gerichtsbarkeit und die betroffenen Fachleute können sie den Ausgangspunkt zu weiterem Nachdenken bilden.

**Der Begriff der Unumkehrbarkeit** nimmt einen wesentlichen Platz in der Rechtsprechung verschiedener Gerichtsbarkeiten ein. Der vom IPCC zu Beginn der 2010er Jahre eingeführte und im Pariser Abkommen verstärkte Begriff des CO<sub>2</sub>-Budgets dient dem Begriff der Unumkehrbarkeit in Klimaprozessen als Grundlage. Der Vorschlag, lieber die Emissionsmenge zu begrenzen als einen Anstieg der globalen Durchschnittstemperatur in Kauf zu nehmen, erlaubt es, die gegenwärtigen Emissionen wie einen Raub an den zukünftigen Generationen zu analysieren und so eine Perspektive der Gleichheit einzunehmen.

In mehreren Entscheidungen erscheint ein Bezug zum Prinzip der **generationenübergreifenden Solidarität**, mit dem sich die Frage nach dem berechtigten Interesse beantworten lässt, da gemäß dieser Logik eine Verbindung zwischen den zukünftigen und der gegenwärtigen Generation besteht, ohne letztere dabei auszuschließen. Die von Edith Brown Weiss<sup>8</sup> entwickelte **Theorie der Generationengerechtigkeit** beruht auf der Idee, dass alle Generationen im natürlichen System den gleichen Platz innehaben und dass es keinen Grund gibt, in diesem Sinne die vergangenen, gegenwärtigen oder zukünftigen Generationen zu bevorzugen.

Die Frage nach dem Recht der zukünftigen Generationen ist eng mit der Frage nach den **Rechten der Menschheit** verbunden. Am Ende des Zweiten Weltkriegs wurden solche Rechte verkündet, wie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte. Der in den Prozessen von Nürnberg und Tokio formulierte Begriff des Verbrechens gegen die Menschlichkeit, dem anschließend im Übereinkommen über die Verhütung und Bestrafung des Völkermordes von 1948 Gesetzeskraft verliehen wurde, geht ebenfalls in die Richtung einer über Rechte verfügenden Menschheit.

Insoweit regt der außergewöhnliche Kontext des Zweiten Weltkriegs und der Shoah zu juristischen Überlegungen bezüglich des Rechts der zukünftigen Generationen an, indem er eine **Parallele zieht zwischen denen, die nicht mehr existieren**, und denen, die noch nicht existieren, eine Parallele, die ein berechtigtes Interesse begründen kann. Der im französischen Recht geläufige Begriff der Rechtsfiktion ist hier eine Alternative zum Aufbau eines Schutzes, der auf der vorgängigen Qualifikation des Rechtssubjekts basiert.

Man kann die Rechtsfiktion auch mit dem **Prinzip der Brüderlichkeit**, hier der generationenübergreifenden, kombinieren,

---

8 Edith Brown Weiss, „In Fairness To Future Generations and Sustainable Development“ [„Fairness für zukünftige Generationen und nachhaltige Entwicklung“], *American University International Law Review*, Band 8, 1992, S. 19-26

was der Verfassungsrat vor Kurzem erst als ein Prinzip mit Verfassungsstatus<sup>9</sup> anerkannt hat. Michel Borgetto spricht dabei von einer noch nie dagewesenen „großen Entscheidung“ und nimmt an, dass sich das „Matrixprinzip“ der Brüderlichkeit in zwei große Richtungen entwickelt: einerseits hin zum Sozialen und zur Solidarität und andererseits hin zum „Zusammenleben“<sup>10</sup>. Man kann sich vorstellen, dass es noch eine dritte Richtung geben wird: hin zum Schutz der Umwelt und der zukünftigen Generationen.

Eine der fruchtbarsten Rechtsgrundlagen ist die der **Fürsorgepflicht** (duty of care), welche zugleich gegen Staaten und Unternehmen eingesetzt wird. In dieser Hinsicht ist der Urgenda-Rechtsstreit exemplarisch. Die niederländischen Richter nutzen einen klassischen Begriff des internationalen Rechts – der die Pflicht des Staates bezeichnet, einem anderen Staat keinen Schaden zuzufügen –, um eine dem Staat obliegende Pflicht zu begründen, seinen Bürgern gegenüber angesichts eines ernststen Risikos zu handeln. Im Rückgriff auf diesen Begriff, den die niederländischen Richter mit dem der vorgehend untersuchten Gerechtigkeit und dem der „Gemeingüter“ kombinieren (wozu die Atmosphäre gezählt wird), konnten sie den Kausalzusammenhang begründen, der es ihnen erlaubt, die Existenz eines zukünftigen Schadens anzuerkennen<sup>11</sup>. Scheinbar wohnen wir der Entstehung einer an die Unternehmen gerichteten vorwegnehmenden Forderung bei, die auf der Notwendigkeit gründet, Menschenrechtsverletzungen zu verhindern, die aus der Nichteinhaltung der in den IPCC-Berichten ausgewiesenen und im Pariser Abkommen bestätigten Entwicklungsverläufe entspringen.

---

9 Entscheidung Nr. 2018-717/718 QPC vom 6. Juli 2018, M. Cédric H. und andere [Délit d'aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger]. [Straftat der Beihilfe zur unerlaubten Einreise, zum unerlaubten Verkehr oder zum unerlaubten Aufenthalt eines Fremden]

10 <https://blog.leclubdesjuristes.com/principe-de-fraternite-comment-traduire-la-decision-du-conseil-constitutionnel/>

11 Vgl. Marta Torre-Schaub, „La justice climatique. À propos du jugement de la Cour de district de La Haye du 24 juin. 2015“ [„Klimagerechtigkeit. Zum Urteil des Den Haager Bezirksgerichts vom 24. Juni 2015“], *Revue internationale du droit comparé*, Nr. 3, 2016, S. 699-722.

**Im großen weltweiten Gespräch, dessen Auslöser Recht und Rechte der zukünftigen Generationen sind, kann die Justiz neue Werkzeuge ersinnen und diese artikulieren.** So sah Guy Canivet diese Überlegung jüngst als wichtig für das Kassationsgericht an, das eine **Politik der Rechtsprechung oder Rechtspraxis** einrichten, ein Inventar der großen zivilrechtlichen Entscheidungen erstellen, die potentiellen Streit-sachen, die davon betroffen sein könnten, identifizieren und in Zusammenarbeit mit den in der Hauptsache zuständigen Gerichten eine Methode zur Anwendung der neuen Prinzi-pien durch die Richter in der Hauptsache definieren könnte.

Obwohl sich der Begriff des Rechts der zukünftigen Genera-tionen nicht einfach handhaben lässt und Doppeldeutigkeiten mit sich bringt, bewahrt er dennoch eine ungebrochene Aussagekraft, wie es die Rede zur Lage der Union bezeugt, die Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen am 14. September 2022 hielt: „Jede Handlung unserer Union sollte von einem einfachen Grundsatz inspiriert sein. Dem Grund-satz, dass wir die Zukunft unserer Kinder nicht gefährden sollten. Dem Grundsatz, dass wir der nächsten Generation eine bessere Welt hinterlassen sollten. Und daher, meine Damen und Herren Abgeordneten, glaube ich, dass es an der Zeit ist, die Solidarität zwischen den Generationen in unseren Verträgen zu besiegeln. Es ist Zeit, das europäische Versprechen zu erneuern.“

Der Begriff ist stark genug, um Projekte auf europäischer und globaler Ebene zu inspirieren. Er mobilisiert einen Teil der Zi-vilgesellschaft, der die Gerichte anruft, auch dies auf globaler Ebene, auf dieser Grundlage. Er führt zu einer Bewertung des Rechts, die über die Frage nach der Rechtspersönlichkeit hinausreicht. Er erlaubt es, die Zukunft mit der Gegenwart sowie gleichzeitig das Schicksal der natürlichen Einheiten mit dem der Menschen zu verbinden.

Dieser Begriff hat nicht nur einen philosophischen oder po-litischen Wert, er ist rechtskräftig. Wie Laurent Fonbaustier unterstreicht, bedeutet „Jurist zu sein, sich die Frage zu

stellen, wie sich das Recht systematisch mutieren lässt“.

Unter diesem Gesichtspunkt ist das Recht der zukünftigen Generationen also das Recht der gegenwärtigen und zukünftigen Menschheit, verankert in einem Leben, das seinen eigenen Wert besitzt.



## **Recht(e) zukünftiger Generationen**

*Wie ist der Begriff „Recht(e) zukünftiger Generationen“ zu verstehen? Seit dem Zweiten Weltkrieg hat das Bewusstsein für die Verletzlichkeit der Menschheit durch die Auswirkungen der Technologie dazu geführt, dass wir unsere Verantwortung gegenüber der zukünftigen Menschheit erkennen. Wird dieser Begriff auf die Bewohnbarkeit des Planeten und generell auf alles Leben, über die menschliche Spezies hinausgehend, angewandt, so betrifft er jedoch nicht nur die Zukunft, da „wir bereits die zukünftigen Generationen sind!“ und wir bereits jetzt die Folgen der Schädigung der natürlichen Einheiten erfahren. Auf der Grundlage der Arbeit einer Expertengruppe – Forscher\_innen, Praktiker der Rechtspflege und Vertreter der Zivilgesellschaft – erinnert die vom Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice vorgelegte Studie an die Ursprünge dieses Begriffs und konzentriert sich auf seine Anwendung im Umweltbereich.*

*Neben den Fragen, welche die Berücksichtigung der Rechte zukünftiger Generationen im demokratischen Prozess aufwirft, analysiert die Studie auch, wie sich die Gerichtsbarkeiten weltweit diese zu eigen machen. Seit der Entscheidung des Verfassungsgerichtshofs von Kolumbien (2018), die sowohl zukünftige Generationen als auch das Flussgebiet Amazo-niens als Rechtssubjekte anerkennt, haben zahlreiche Gerichte, auch in Frankreich, dieses Konzept übernommen.*

*Angesichts der Trägheit der Regierungenerweist sich die Anrufung des Gerichts durch Zivilgesellschaften wie ein Hebel mit durchschlagender Wirkung, wurde doch gerichtlich entschieden, dass im Namen zukünftiger Generationen Staaten wie auch private Akteure eine Umweltverantwortung haben. Vom berechtigten Interesse bis zum Schadensersatz offenbart die Studie ein Recht zukünftiger Generationen, das aus einem Recht der gegenwärtigen und zukünftigen Menschheit hervorgeht und das im Leben verankert ist, welches seinen eigenen Wert besitzt.*

**Sonya Djemni-Wagner** ist Magistratin, Generalinspektorin der Justiz und Delegierte für strategische Entwicklung im Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice.

**Victoria Vanneau** ist Forschungsingenieurin am CNRS und verantwortlich für Forschung und Entwicklung im IERDJ.

Einen Beitrag zu diesen Arbeiten leisteten: Nadia Belaidi, Vincent Delbos, Pascale Deumier, Sarah Faure, Laurent Fonbaustier, Stéphane Hoyneck, Benjamin Lemoine, Sébastien Mabile, Jean Maia, Laurent Neyret, Camila Perruso, Judith Rochfeld, Bénédicte Vassallo und Yoan Vilain.



PPT

# **Direito(s) das gerações futuras**

**SONYA DJEMNI-WAGNER**  
Com a colaboração de  
**VICTORIA VANNEAU**

**PREFÁCIO y RESUMO**

Translated by Cadenza Academic Translations



## **PREFÁCIO**

Este estudo, o primeiro deste tipo publicado pelo novo Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice (IERDJ) (Instituto de Estudos e Pesquisa sobre Direito e Justiça), se baseia no trabalho de um grupo de reflexão reunido sob sua égide de abril a outubro de 2022. O IERDJ agradece calorosamente a cada um dos membros desse grupo por seu envolvimento entusiástico.

Criado em janeiro de 2022, nosso Instituto tem a ambição de desenvolver seu ramo de estudos, além do financiamento de pesquisas científicas. Se os fundamentos são os mesmos – multidisciplinaridade, transversalidade, consideração de outros sistemas jurídicos e da sociedade civil –, a metodologia é diferente.

Sob a forma de um laboratório de ideias, desejamos reunir, em um período de tempo relativamente curto – alguns meses –, grupos constituídos por universitários, pesquisadores e profissionais, a fim de produzir uma reflexão sintética sobre temáticas contemporâneas.

Trata-se de abordar de maneira diferente questões já debatidas, como o funcionamento da Justiça, do ponto de vista, por exemplo, das expectativas e da demanda por justiça ou de identidades profissionais (estudos a serem publicados).

Trata-se também de encarar questões mais originais, mas deixando entrever as evoluções sociais e, na sua esteira, as evoluções jurídicas de primeira ordem, como para o(s) direito(s) das gerações futuras. Em qualquer caso, a abordagem prospectiva é privilegiada.

Os documentos produzidos não pretendem ser exaustivos. Eles resultam das audiências conduzidas pelos grupos de reflexão, de suas leituras compartilhadas e de seus intercâmbios.

O grupo que se debruçou sete meses sobre o(s) direito(s) das gerações futuras refletiu com total liberdade e independência, sob a proteção da regra de *Chatham House*<sup>1</sup>. As fontes são citadas, é claro, e os posicionamentos são expostos.

A partir dessa reflexão sobre o(s) direito(s) das gerações futuras, o Instituto, na pessoa de Sonya Djemni-Wagner, com a colaboração de Victoria Vanneau, redigiu uma publicação pela qual assume total responsabilidade. Membros do grupo de reflexão original também propuseram textos que figuram todos em um anexo do estudo.

Este documento destina-se circular e a alimentar o debate no seio das jurisdições e das profissões do direito e da Justiça e mais além. Ele pode dar lugar à organização de debates ou de formações que o Instituto pode apoiar e acompanhar. Este estudo é, portanto, apenas o primeiro passo de um trabalho que continuará ao longo de 2023 e para além.

Valérie SAGANT, diretora do IERDJ

---

1 "Quando uma reunião, ou uma das suas partes, é realizada sob a regra de Chatham House, os participantes são livres para usar as informações coletadas nessa ocasião, mas não devem revelar nem a identidade, nem a afiliação das pessoas na origem dessas informações, e tampouco devem revelar a identidade dos outros participantes".

## RESUMO

**A noção de gerações futuras é antiga, mas a sua consagração nos textos legais é tardia.** Sem nunca a definir realmente, pensadores e juristas do século XVIII se apoderaram da noção para formar seus argumentos em torno da liberdade das gerações futuras de poder revisar as leis feitas pelas gerações presentes. No século XIX, a noção foi, dessa vez, mobilizada para denunciar as desigualdades entre as gerações. Assim, em 1832, o economista Jean-Baptiste Say condenou a dívida pública que pesa sobre a renda das gerações futuras.

O desenvolvimento, ao longo dos séculos XIX e XX, dos parques nacionais e de outras reservas naturais inscreve a noção em uma dimensão ambiental ou mesmo ecológica que nunca a abandonaria: é em nome das gerações futuras que a Natureza é e deve ser protegida. À medida que o mundo toma consciência da vulnerabilidade da espécie humana e do seu meio ambiente, a noção de gerações futuras desliza lentamente em direção àquela do direito das gerações futuras. A preocupação da comunidade internacional em preservar o futuro da humanidade, inscrita no preâmbulo da Carta das Nações Unidas em 1945 ("Nós, os povos das Nações Unidas, [estamos] resolvidos a preservar as gerações vindouras do flagelo da guerra"), foi sucedida 20 anos mais tarde pela preocupação dessa mesma comunidade em preservar o meio ambiente do Homem em nome das gerações futuras.

Essa preocupação foi expressa em 1972, com a Conferência Internacional de Estocolmo, que atribuiu aos governos "a solene obrigação de proteger e melhorar esse meio ambiente, para as gerações presentes e futuras". Nos anos 1980, o relatório Brundtland, Nosso Futuro Comum (1987), consagrou a noção de "desenvolvimento sustentável", definido como "o desenvolvimento que satisfaz as necessidades presentes, sem comprometer a capacidade das gerações

futuras de suprir suas próprias necessidades<sup>1</sup>”. A declaração da Conferência das Nações Unidas sobre o Meio Ambiente e o Desenvolvimento, realizada no Rio de Janeiro em junho de 1992, afirma que “O direito ao desenvolvimento deve exercer-se de forma tal que responda equitativamente às necessidades de desenvolvimento e ambientais das gerações presentes e futuras.”

No nascente século XXI, as gerações futuras se tornam uma realidade incontornável. Os Estados começam a incorporá-las em suas constituições. Em 2015, o Acordo de Paris leva as partes signatárias a “respeitar, promover e levar em conta suas respectivas obrigações relativas [...] à equidade entre as gerações”. A noção de gerações futuras é elástica, e seu campo de aplicação, evolutivo. O grupo de reflexão teve em mente que era importante não limitar a noção ao meio ambiente. Sua análise histórica mostra até que ponto seu campo evoluiu. Neste início do século XXI, três tipos de patrimônio devem ser explorados, além do patrimônio ecológico: a dívida pública; o patrimônio cultural; o patrimônio genético.

No entanto, não podemos deixar de nos impressionar com o fato de que, no início do século XXI, a noção de gerações futuras, entendida novamente como propiciadora de obrigações em relação à humanidade futura, exprime a preocupação sentida desde o final da Segunda Guerra Mundial diante dos efeitos inéditos do poder tecnológico desenvolvido pela espécie humana. O contexto da responsabilidade mudou radicalmente.

As questões jurídicas levantadas pela consideração das gerações futuras repousam sobre uma ética teorizada na obra fundamental de Hans Jonas, publicada em 1979 – O princípio responsabilidade –, que pode ser resumida da seguinte forma: “Aja de forma que os efeitos de sua ação sejam compatíveis com a permanência de uma vida auten-

---

1 Nosso Futuro Comum, Relatório Brundtland, Comissão das Nações Unidas sobre Meio Ambiente e Desenvolvimento, 1987.



ticamente humana na Terra”<sup>2</sup>. Embora hoje possa parecer óbvia, essa responsabilidade em relação às gerações que ainda não existem e com as quais nenhuma reciprocidade é possível levanta grandes desafios éticos e políticos. Para Jonas, “a questão é: como construir este ‘nós’ de maneira que ele possa se distanciar dos interesses do presente e que ele aceite as obrigações em relação ao futuro?”<sup>3</sup>.

Entretanto, deve-se ter cuidado para que a noção de direito(s) das gerações futuras não seja contraproducente, dando a impressão de que os riscos dizem respeito a um futuro distante. Segundo Dominique Bourg, as atuais gerações já vão começar a viver o pesadelo de Hans Jonas. O que está em jogo a partir de hoje é a redução da habitabilidade do planeta. O que pensávamos estar longe está acontecendo. A deterioração da habitabilidade do planeta se manifesta com eventos extremos e o aumento da sua frequência, o que contribui para fragilizar nossa capacidade de produção de alimentos. “Nós já somos as gerações futuras! E ainda mais nossos filhos, que ainda viverão a segunda metade do século”<sup>4</sup>. É necessário, portanto, contextualizar a noção, provavelmente associando-a a outras como a de “bens comuns” ou a de “patrimônio comum da humanidade”. A noção de irreversibilidade também é central. De certa forma, haveria três interesses a entrelaçar: aquele dos humanos atuais; aquele dos humanos do futuro; aquele das entidades naturais – em primeiro lugar, o clima.

### **Mas como levar em consideração essas gerações, que ainda não existem, no processo de decisão democrática?**

Pensar sobre o direito das gerações futuras em uma democracia não tem nada de óbvio, dado que a preferência pelo presente desse tipo de regime é patente. Soma-se a essa miopia democrática o fato de que os direitos humanos

---

2 Hans Jonas, *Le Principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, Champs essais, 2013 [1979].

3 Ibid.

4 Dominique Bourg, « Les générations futures... c'est vous », *Revue Projet*, 2015/4 (N° 347), p. 6-14.

resultantes da Revolução Francesa foram em grande parte organizados em torno das liberdades que procedem do artigo 4 da Declaração dos Direitos do Homem e do Cidadão de 1789: "A liberdade consiste em poder fazer tudo o que não prejudique o outro". Como assinala Dominique Bourg, no entanto, o artigo 4 carece, considerando o que sabemos agora, de um advérbio: "que não prejudique imediatamente o outro" <sup>5</sup>.

A constatação, cada vez mais difícil de negar, de uma humanidade instalada em uma casa em chamas e da possível finitude da vida na Terra devido à ação humana é uma experiência que os Modernos não tinham. É por esse viés, o da preocupação ecológica, que, a partir do final do século passado e início do século XXI, a preocupação a longo prazo e as gerações futuras entraram na ordem constitucional.

**A necessária preservação da natureza e as noções de gerações futuras e de longo prazo estão difundidas em um grande número de constituições de todas as regiões do mundo. Na França, a Carta do Meio Ambiente integrou o bloco constitucional em 2005.**

Desejando ir mais longe e introduzir nas próprias instituições a preocupação de longo prazo, projetos – na França inacabados – tentaram criar novos poderes ou reformar os poderes existentes a fim de representar e defender as gerações futuras. O Conselho pelo Direito das Gerações Futuras, criado em 1993 pelo presidente da República, sob a liderança do comandante Jacques-Yves Cousteau, fracassou. Fazendo eco aos debates sobre a instauração de uma assembleia cidadã do futuro, o presidente da República anunciou diante do Parlamento reunido no Congresso em Versalhes, em 3 de julho de 2017, a transformação do Conselho Econômico, Social e Ambiental em câmara do futuro, sem que esse projeto fosse concluído. Mais recentemente, a possível instituição de uma espécie de ombudsman apareceu nos

---

5 Dominique Bourg, « À quoi sert le droit de l'environnement ? Plaidoyer pour les droits de la nature », Les Cahiers de la Justice, 2019/3 (N° 3), p. 407-415.

debates, proposta pela Convenção Cidadã sobre o Clima e, depois, em um relatório parlamentar encomendado pelo primeiro-ministro em 2021 <sup>6</sup>.

Interrogar-se sobre o lugar das gerações futuras na ordem política não é apenas se perguntar qual é o lugar institucional que elas ocupam ou deveriam ocupar, mas como a noção se articula com a conflituosidade da vida social atual. Que se trate da dívida ou da ecologia, as vozes críticas se levantaram para indicar que a preservação das gerações futuras se faz em detrimento das classes mais desfavorecidas e que o esforço a ser realizado não é equitativo. A crítica é ainda mais severa por parte de alguns pensadores de países em desenvolvimento, contestando que regras restritivas devam ser aplicadas a países que consomem e poluem pouco em escala global.

**Se as gerações futuras avançam com dificuldade no seio das instituições democráticas, elas parecem progredir mais seguramente na jurisprudência, especialmente na jurisprudência constitucional.**

Esse foi o caso na América Latina, que é pioneira nessa questão, notoriamente com a jurisprudência Dejusticia, pela qual a Suprema Corte colombiana, em 5 de abril de 2018, decidiu que tanto as gerações futuras quanto a Amazônia colombiana são sujeitos de direito.

É interessante assinalar a existência de outros sistemas além do nosso e apresentar modelos « ecocêntricos »<sup>7</sup> que permitam, em particular, reconhecer os direitos das entidades naturais.

A recente decisão do Tribunal Constitucional Federal alemão, de 24 de março de 2011, chamou a atenção na Europa pelo recurso à noção de gerações futuras e pela emergência de

---

6 Cécile Muschotti, deputada da 2ª circunscrição do Var, parlamentar em missão encarregada pelo Ministério da Transição Ecológica. Criação de um defensor do meio ambiente e das gerações futuras, 2021.

7 Ver contribuição de Nadia Belaidi em anexo.

uma análise intertemporal dos direitos fundamentais. Mais recentemente, o Conselho Constitucional francês também se apoiou na noção de gerações futuras em sua decisão nº 2022843 DC de 12 de agosto de 2022.

Os direitos das gerações futuras são levados à Justiça, em várias partes do mundo, particularmente no contexto de litígios climáticos. Longe de estar concentrados nos países anglo-saxões – particularmente nos Estados Unidos –, geralmente percebidos como territórios favoráveis a processos de todo tipo, eles dizem respeito a todas as áreas geográficas. A França não é exceção. Depois de suscitar espanto e ceticismo, eles estão chamando a atenção, especialmente porque os juízes acolhem os pedidos dos litigantes e, às vezes, respondem favoravelmente em decisões contundentes.

Os processos são usados como uma arma por parte da sociedade civil, para paliar a inação dos Estados e as atividades nefastas, de um ponto de vista ecológico, de certas empresas. O tribunal é concebido como uma tribuna. Aos processos se sobrepõe a ameaça de recurso ao processo. Por outro lado, e é um paradoxo, mesmo perdidos, esses processos podem ser vitórias no caminho para a conscientização dos juízes e da sociedade.

**De um ponto de vista jurídico, deve-se observar que esses litígios se apoiam em acordos internacionais celebrados pelos Estados, aos quais é conferida uma força vinculante que não era evidente – em primeiro lugar, o Acordo de Paris. Essas ações são a expressão de uma crise de legitimidade dos tomadores de decisão públicos, sejam eles do poder legislativo ou executivo, e de uma esperança colocada nas decisões da Justiça.**

A juventude parece ser a mais apta para realizar essas ações, no seio de uma sociedade civil que desafia o juiz, pedindo-lhe para dirimir debates ao mesmo tempo jurídicos e altamente políticos. Encarnando o futuro, ela opera o elo entre as gerações presentes e futuras.

Ao fazê-lo, ela levanta a questão da legitimidade do juiz para decidir sobre esse assunto, ou mesmo para intimar o Estado para decidir sobre esse tipo de litígio, a qual mereceria ser mais explorada, particularmente na França, onde a tradição jacobina e a cultura política francesa (na qual a noção de imparcialidade está ausente) mantêm o juiz e a evolução de seu posicionamento em um ponto cego.

Essas forças combinadas contribuem para um uso inovador do direito, com os litigantes misturando noções, princípios e normas de seu direito nacional – em direito constitucional, administrativo, civil e penal –, mas também do direito europeu e internacional. É apoiando-se nessa combinação de influências que os juizes se pronunciam, às vezes fazendo uma interpretação extensiva das noções que existem em seu direito.

**As ações na Justiça são mais frequentemente realizadas em relação aos direitos humanos: parece que assistimos a uma « fundamentalização » do direito das gerações futuras. Essencialmente, ao juiz são feitas três perguntas que o grupo de reflexão explorou:**

- **As gerações futuras têm interesse em agir?**
- **Como estimar os danos às gerações futuras à luz das condições de danos reparáveis?**
- **Como implementar a reparação dos danos às gerações futuras?**

O grupo também assinalou certos fundamentos jurídicos nos quais se apoiaram os tribunais para tomar decisões relativas ao direito das gerações futuras. Esses fundamentos apresentam a particularidade de estarem estreitamente relacionados entre si. Eles podem ser uma fonte de reflexão para as jurisdições e para os profissionais envolvidos.

A noção de irreversibilidade tem um papel importante nas jurisprudências de várias jurisdições. A noção de orçamento de carbono, introduzida pelo IPCC no início dos anos 2010 e

reforçada pelo Acordo de Paris, serve de fundamento para a noção de irreversibilidade nos processos climáticos. Evocar um estoque limitado de emissões em vez de um aumento das médias mundiais de temperatura permite analisar as emissões presentes como uma espoliação das gerações futuras e, assim, adotar uma perspectiva de equidade.

Em várias decisões, há uma referência ao princípio da **solidariedade intergeracional**, que permite responder à questão do interesse em agir, uma vez que existe, nessa lógica, uma ligação entre gerações futuras e presentes, sem excluir estas últimas. **A teoria da equidade intergeracional**, desenvolvida por Edith Brown Weiss, baseia-se na ideia de que todas as gerações têm um lugar igual em relação ao sistema natural e que não há razão nenhuma para preferir as gerações passadas, presentes ou futuras a esse respeito.

A questão do direito das gerações futuras está intimamente ligada àquela **dos direitos da humanidade**. No final da Segunda Guerra Mundial, tais direitos foram proclamados, como na Declaração Universal dos Direitos Humanos. A noção de crime contra a humanidade, formulada pelos processos de Nuremberg e de Tóquio e, depois, consagrada na Convenção para a Prevenção e Repressão do Crime de Genocídio, de 1948, também vai no sentido de uma humanidade com direitos.

A esse respeito, o contexto fora do comum da Segunda Guerra Mundial e do Holocausto alimenta a reflexão jurídica relativa ao direito das gerações futuras, traçando um paralelo entre os que já não existem e os que ainda não existem, um paralelo que pode suscitar um interesse em agir. A noção de ficção jurídica, familiar ao direito francês, é aqui uma alternativa à construção de uma proteção baseada na qualificação prévia de sujeito de direito.

É igualmente possível combinar ficção jurídica e princípio da fraternidade, aqui transgeracional, recentemente reconhecido pelo Conselho Constitucional como um princípio de

valor constitucional <sup>8</sup>.

Michel Borgetto, evocando uma “grande decisão”, inédita, estima que o princípio “matriz” de fraternidade se desdobra em duas grandes direções: aquela do social e da solidariedade, por um lado, e, por outro, aquela do “viver juntos” <sup>9</sup>. Podemos imaginar que ele se desdobra em uma terceira direção: aquela de proteção do meio ambiente e das gerações futuras.

Entre os fundamentos jurídicos mais produtivos está aquele do **dever de cuidado** (*duty of care*), utilizado tanto contra os estados como contra as empresas. Desse ponto de vista, o caso *Urgenda* é exemplar. Os juizes holandeses utilizam uma noção clássica do direito internacional – ela designa a obrigação de um Estado de não prejudicar outro Estado – para fundamentar a obrigação de agir de um Estado para com seus cidadãos diante de um risco maior. Foi recorrendo a essa noção que eles combinam com aquela de equidade, estudada acima, e aquela de “comuns” (assim é qualificada a atmosfera), que os juizes holandeses puderam estabelecer o nexo causal, permitindo-lhes reconhecer a existência de danos futuros <sup>10</sup>. Parece que é o surgimento de uma exigência de antecipação das empresas que estamos testemunhando, fundamentada na necessidade de prevenir as violações dos direitos humanos decorrentes do descumprimento das trajetórias identificadas nos relatórios do IPCC e endossadas pelos Acordos de Paris.

---

8 Decisão n° 2018-717/718 QPC de 6 de julho de 2018, M. Cédric H. e outro [Delito de ajuda à entrada, circulação ou permanência irregular de um estrangeiro].

9 <https://blog.leclubdesjuristes.com/principe-de-fraternite-comment-traduire-la-decision-du-conseil-constitutionnel/>

10 Cf. Marta Torre-Schaub, « La justice climatique. À propos du jugement de la Cour de district de La Haye du 24 juin. 2015 », *Revue internationale du droit comparé*, n° 3, 2016, p. 699-722.

**Na grande conversa global que o(s) direito(s) das gerações futuras provocam, a Justiça pode pensar em novas ferramentas e articulá-las.** Assim, recentemente, Guy Canivet considerava essa reflexão importante para o Tribunal de Cassação, que poderia estabelecer uma política de jurisdição ou política jurisprudencial, elaborar um inventário das grandes decisões de direito civil, identificar os litígios potenciais que poderiam estar envolvidos e definir um método em colaboração com os tribunais de primeira instância para a aplicação dos novos princípios pelos juízes correspondentes.

Embora não seja fácil de lidar e tenha suas ambiguidades, a noção de direito(s) das gerações futuras mantém uma força evocativa intacta, como demonstrado pelo discurso sobre o Estado da União pronunciado pela presidente Ursula Von der Leyen em 14 de setembro de 2022: "Toda ação da nossa União deveria ser inspirada por um princípio simples. O princípio segundo o qual não deveríamos pôr em perigo o futuro de nossos filhos. O princípio segundo o qual deveríamos legar um mundo melhor para a próxima geração. E é por isso, senhoras e senhores deputados, que creio que é hora de consagrar a solidariedade entre as gerações em nossos tratados. Chegou a hora de renovar a promessa europeia".

A noção é suficientemente forte para inspirar projetos em escala europeia e global. Ela mobiliza uma parte da sociedade civil que entende os juízes, também em escala global, sobre esse fundamento. Ela leva à evolução do direito, ultrapassando a questão da personalidade jurídica. Ela permite, ao mesmo tempo, atracar o futuro ao presente e o destino das entidades naturais ao dos humanos. A noção não tem apenas um valor filosófico ou político, ela também vale no direito. Como salientou Laurent Fonbaustier, « ser jurista é se perguntar sobre a maneira de mudar o direito de uma forma sistemática ».

Nessa perspectiva, o direito das gerações futuras é, portanto, o direito da humanidade presente e futura, ancorado em algo vivo que tem seu próprio valor.



## **Direito(s) das gerações futuras**

*Como apreender a noção de “direito(s) das gerações futuras”? Desde a Segunda Guerra Mundial, a consciência da vulnerabilidade da espécie humana diante dos efeitos do poder tecnológico levou a identificar uma responsabilidade em relação à humanidade futura. Aplicada à habitabilidade do planeta e aos seres vivos em geral, para além da espécie humana, essa noção não diz respeito apenas ao futuro, pois “já somos as gerações futuras!” e já experimentamos as consequências da degradação das entidades naturais.*

*Com base no trabalho de um grupo de especialistas – pesquisadores, profissionais da Justiça e representantes da sociedade civil –, o estudo proposto pelo Instituto de Estudos e Pesquisa sobre Direito e Justiça lembra as origens dessa noção e se concentra em sua aplicação no campo ambiental. Além das questões levantadas pela inclusão dos direitos das gerações futuras no processo democrático, o estudo também analisa sua apropriação pelas jurisdições do mundo inteiro. Desde a decisão da Suprema Corte da Colômbia (2018), reconhecendo como sujeitos de direito tanto as gerações futuras quanto o rio Amazonas, vários tribunais, inclusive na França, adotaram essa noção. Concebido como uma alavanca para a ação da sociedade civil diante da inércia governamental, o recurso ao juiz produziu algumas decisões contundentes, reconhecendo que tanto os Estados como os atores privados têm uma responsabilidade ambiental em nome das gerações futuras.*

*Do interesse em agir à reparação dos danos causados, o estudo revela um direito das gerações futuras, produto de um direito da humanidade presente e futura, ancorado em um ser vivo que tem seu próprio valor.*

**Sonya Djemni-Wagner** é magistrada, inspetora geral de Justiça e delegada para o desenvolvimento estratégico do Instituto de Estudos e Pesquisa sobre Direito e Justiça.

**Victoria Vanneau** é engenheira de pesquisa no CNRS e responsável de estudos e pesquisas no IERDJ.

*Colaboraram com este trabalho: Nadia Belaidi, Vincent Delbos, Pascale Deumier, Sarah Faure, Laurent Fonbaustier, Stéphane Hoynck, Benjamin Lemoine, Sébastien Mabile, Jean Maïa, Laurent Neyret, Camila Perruso, Judith Rochfeld, Bénédicte Vassallo e Yoan Vilain.*

## NOTES



**Retrouvez l'étude au complet et en français sur notre site**  
**<https://gip-ierdj.fr/fr/publications/etude-droits-des-generations-futures/>**

## **À PROPOS DE L'INSTITUT DES ÉTUDES ET DE LA RECHERCHE SUR LE DROIT ET LA JUSTICE (IERDJ) :**

L'IERDJ a pour objet la promotion d'une réflexion originale et prospective, le développement de la recherche et son soutien, ainsi que la mobilisation et la diffusion des connaissances sur les normes, la régulation juridique, les missions et le fonctionnement de la justice, dans tous les champs disciplinaires pertinents. Son action s'adresse à l'ensemble des professionnels concernés, aux acteurs de la recherche et de la formation, comme à un plus large public, sur le plan national, européen et international.

